

Avec la création d'une filiale stratégique,  
Sonelgaz étend ses activités à l'international **P2**

# L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION    Mercredi 25 mars 2026 / N° 1303 / PRIX 20 DA



Équipe nationale  
de football  
**En Italie pour  
peaufiner les  
derniers réglages** **P12**

## DE LA PAROLE AUX ACTES L'ALGÉRIE ET LE NIGER BÂTISSSENT L'AVENIR

*De l'énergie aux infrastructures, en passant par le commerce et les zones frontalières, l'Algérie et le Niger entendent bâtir un partenariat stratégique au service du développement et de l'intégration régionale.* **P2**



## AU MAROC, LA RUE DÉNONCE NORMALISATION ET ATTEINTES AUX LIBERTÉS

**P4**



Moyen-Orient  
**LA GUERRE S'ENLISE,  
LE PÉTROLE S'ENVOLE** **P4**

## PROJET DE LOI PORTANT AMENDEMENT TECHNIQUE DE LA CONSTITUTION PLACE AU VOTE

Réunis en session extraordinaire, les deux chambres du Parlement vont se prononcer aujourd'hui sur le projet d'amendement technique de la Constitution. Porté par le président de la République, le texte vise à clarifier les prérogatives institutionnelles. **P3**





Couvrant plusieurs domaines  
Une série d'accords  
signés à Niamey

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb et son homologue nigérien, Ali Lamine Zeine Mahaman, ont co-présidé hier la cérémonie de signature de plusieurs accords et programmes de coopération. Ces accords viennent couronner les travaux de la 2<sup>e</sup> session de la Grande commission mixte algéro-nigérienne de coopération, qui s'est tenue dans la capitale nigérienne, Niamey, les 23 et 24 mars 2026, selon un communiqué des services du Premier ministre. Les accords concernent plusieurs secteurs, notamment l'énergie, la santé, les travaux publics, les affaires religieuses, la jeunesse et les sports, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, l'industrie et les industries pharmaceutiques, l'économie du savoir et les start-up ainsi que les micro entreprises, mais aussi l'environnement et la coopération dans le domaine des laboratoires. Le communiqué précise que ces accords et mémorandums d'entente permettront de poser les bases d'une nouvelle étape de partenariat stratégique entre l'Algérie et le Niger, en transformant la dynamique politique impulsée par les deux chefs d'État en réalisations concrètes et en projets tangibles, au bénéfice direct des deux pays et de leurs peuples frères.

Y. R.

Avec la création d'une filiale  
stratégique  
Sonelgaz étend  
ses activités à  
l'international

Le ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables a annoncé, dans un communiqué rendu public hier la création de « Sonelgaz Internationale », précisant que cette nouvelle entité énergétique s'inscrit « dans le cadre de la mise en œuvre des orientations stratégiques du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à consolider une économie nationale diversifiée et intégrée aux dynamiques régionales et internationales ». Selon la même source, cette nouvelle entité, placée sous l'égide du groupe Sonelgaz, s'inscrit dans une démarche stratégique destinée à accompagner les mutations du secteur énergétique et à renforcer la présence de l'Algérie sur la scène internationale, soulignant que « la création de Sonelgaz Internationale intervient dans un contexte marqué par une dynamique accrue du secteur, notamment en matière d'exportation de services et de savoir-faire ». L'objectif est de permettre au groupe Sonelgaz « de développer ses activités au-delà des frontières nationales », tout en valorisant son expertise et en consolidant la position de l'Algérie en tant que partenaire énergétique fiable et influent à l'échelle régionale et mondiale. La nouvelle société, ajoute le communiqué, « aura pour mission principale de promouvoir les activités du groupe à l'étranger, en particulier sur les marchés africains et dans la région méditerranéenne ». En outre, elle œuvrera « à l'identification d'opportunités d'investissement et de coopération, tout en développant des partenariats stratégiques », et couvrira plusieurs domaines, notamment les études techniques, la réalisation de projets, l'exploitation, la maintenance, ainsi que la formation et le transfert de compétences.

R. E.

DE LA PAROLE AUX ACTES  
L'Algérie et le Niger  
bâtissent l'avenir

Lors de la 2<sup>e</sup> session de la Grande commission mixte à Niamey, les Premiers ministres des deux pays ont insisté sur la concrétisation des projets stratégiques, notamment dans les zones frontalières, et sur le renforcement du partenariat économique, commercial et social pour un développement commun durable.

PAR MAHREZ Z

Dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux de la 2<sup>e</sup> session de la Grande commission mixte algéro-nigérienne de coopération, qu'il a coprésidée lundi à Niamey avec son homologue nigérien, Ali Lamine Zeine Mahaman, le Premier ministre Sifi Ghrieb a mis en avant l'objectif de concrétiser la dynamique politique impulsée par les présidents des deux pays, en la traduisant en projets concrets et en résultats mesurables sur le terrain, notamment dans les régions frontalières, considérées comme « un espace naturel de coopération et d'intégration ». Il a indiqué que les deux pays sont appelés à travailler autour de quatre axes principaux : consolider les acquis, accélérer la réalisation des grands projets structurants, élargir et approfondir les domaines de coopération bilatérale, et dynamiser le partenariat économique et commercial. Évoquant le cadre de coopération déjà établi, le Premier ministre a insisté sur la nécessité d'accélérer la mise en œuvre des projets stratégiques constituant les piliers de l'intégration régionale, à l'instar de la route transsaharienne, du gazoduc transsaharien et de la dorsale transsaharienne à fibre opti-



que. Il a estimé que ces projets « ne constituent pas de simples infrastructures, mais de véritables leviers de développement et d'intégration », formant l'épine dorsale d'un corridor économique prometteur reliant le bassin méditerranéen à l'Afrique de l'Ouest, et ouvrant de larges perspectives en matière d'échanges commerciaux, d'investissement et de développement commun. Le Premier ministre a également plaidé pour l'exploration de nouvelles perspectives de partenariat

et la conclusion d'accords dans des domaines clés tels que la recherche géologique et minière, l'énergie, l'agriculture, la santé, la formation professionnelle et universitaire, ainsi que la jeunesse et les sports. Rappelant que la tenue de cette commission fait suite à la visite du président nigérien en Algérie, à l'invitation du président Abdelmadjid Tebboune, Sifi Ghrieb a souligné que les deux pays ont posé les bases d'un partenariat stratégique renouvelé, fondé sur la confiance mutuelle et la conver-

gence de vues. Il a, en outre, appelé le Conseil d'affaires algéro-nigérien à jouer un rôle central dans l'impulsion du partenariat, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie, des mines, des infrastructures, des technologies de l'information et des start-up. Insistant sur la facilitation des échanges commerciaux, il a évoqué la simplification des procédures douanières et l'encouragement à la création de marchés frontaliers organisés, au bénéfice des populations locales. Enfin, il a plaidé pour une réflexion commune sur la création d'une zone de coopération frontalière intégrée, destinée à stimuler le développement local et à renforcer l'intégration économique, tout en faisant face aux défis de précarité et d'instabilité. De son côté, le Premier ministre nigérien a souligné que les importantes potentialités des deux pays permettent de concrétiser des projets ambitieux dans plusieurs secteurs, notamment les infrastructures, l'énergie, les hydrocarbures, les transports, la santé, l'agriculture et la formation professionnelle. Il a appelé à faire de cette rencontre une opportunité pour élaborer une feuille de route ambitieuse, à même de répondre aux attentes des deux pays et de servir leurs intérêts communs. ■

CONSEIL D'AFFAIRES ALGÉRO-NIGÉRIEN  
La relance du partenariat bilatéral  
en ligne de mire

PAR MAHREZ Z

Les travaux du Conseil d'affaires algéro-nigérien, ouverts lundi à Niamey sous la présidence du ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, et du ministre nigérien du Commerce et de l'Industrie, Abdoulaye Seydou, traduisent la volonté de relancer la coopération bilatérale, d'identifier les opportunités d'investissement, d'encourager les échanges commerciaux et d'accompagner la concrétisation de projets d'envergure. Organisé en marge de la 2<sup>e</sup> session de la Grande commission mixte algéro-nigérienne de coopération, le forum économique a réuni les pré-

sidents des chambres de commerce des deux pays ainsi qu'un grand nombre d'opérateurs économiques représentant divers secteurs. Lors de l'ouverture des travaux de la Commission mixte, le Premier ministre avait appelé le Conseil d'affaires algéro-nigérien à « jouer un rôle central dans l'impulsion du partenariat bilatéral vers des perspectives plus larges, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie, des mines, des infrastructures, des technologies de l'information et de la communication et des start-up ». Au cours de l'ouverture du Conseil d'affaires, Kamel Rezig a mis en exergue les perspectives de coopération, les qualifiant de « riches en opportunités prometteuses », tout

en soulignant que le Conseil constitue un cadre idéal pour identifier et concrétiser ces opportunités. Pour sa part, le ministre nigérien Abdoulaye Seydou a estimé que la tenue du Conseil d'affaires algéro-nigérien constitue « un véritable catalyseur de développement économique et un instrument privilégié pour favoriser le rapprochement entre les deux pays ». Selon le ministre nigérien, le cadre de concertation doit également permettre d'impulser une nouvelle dynamique de coopération, en impliquant davantage les opérateurs économiques et en créant les conditions d'un partenariat actif et durable. « Les deux pays disposent d'atouts considérables qui

peuvent constituer un levier puissant de croissance et de développement partagé », a-t-il ajouté, soulignant que « cette complémentarité doit permettre de bâtir un partenariat gagnant-gagnant, en traduisant les opportunités en actions concrètes, à travers l'identification de projets structurants, la facilitation des échanges et la mobilisation effective des investisseurs ». Pour les deux parties, il s'agit de faire du Conseil d'affaires algéro-nigérien un outil opérationnel capable de transformer la volonté politique en réalisations concrètes, au service du développement économique, du renforcement des échanges et du rapprochement durable entre l'Algérie et le Niger. ■



Quotidien national  
d'information édité par la

**SARL ADRA COM**  
Adresse : Maison de la  
presse Abdelkader Safir,  
02 Rue Farid Zouiouache,  
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz  
www.lexpressquotidien.dz  
Tél./Fax : 028 26 99 24  
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :  
**NOURDINE BRAHMI**

DIRECTEUR HONORAIRE:  
**ZAHIR MEHDAOUI**

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION  
**RABAH YUCEF RABAH**

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:  
L'Entreprise Nationale de communication  
d'Édition et de Publicité»  
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42  
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.rcgic@anep.com.dz  
Programation.rcgic@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ouargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

**Impression:**  
Société d'Impression  
d'Alger (SIA)

**Diffusion:**  
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou  
tout autre document et illustration  
adressés ou remis à la Rédaction ne  
sont pas rendus et ne peuvent faire  
l'objet d'une réclamation.





## PROJET DE LOI PORTANT AMENDEMENT TECHNIQUE DE LA CONSTITUTION

# Place au vote

Les deux chambres du Parlement se réunissent aujourd'hui en session extraordinaire pour voter le projet de loi portant amendement technique de la Constitution. Un seul point figure à l'ordre du jour, mais il n'est pas des moindres, puisqu'il s'agit d'une dizaine d'ajustements ciblés visant à clarifier, moderniser et rendre plus efficaces les rouages institutionnels mis en place par la Constitution de 2020.

PAR BOUALEM

L'initiative, portée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'inscrit dans une démarche de correction continue. Après deux rounds de consultations avec les partis politiques représentés aux assemblées élues, le texte a reçu l'avis favorable de la Cour constitutionnelle. Conformément à l'article 221 de la Loi fondamentale, une révision qui ne touche ni aux principes fondateurs de la société algérienne, ni aux droits et libertés, ni aux équilibres des pouvoirs peut être adoptée directement par le Parlement à la majorité des trois quarts, sans passer par un référendum populaire. C'est précisément le chemin choisi ici, avec l'ambition affichée de gagner en cohérence, en clarté juridique et en sécurité institutionnelle. Parmi les changements les plus attendus figure celui concernant l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE). La Constitution de 2020 lui avait confié la préparation, l'organisation, la gestion et la supervision du processus électoral, sans toutefois en préciser les contours exacts de la « supervision ». Le projet propose d'élargir explicitement cette prérogative de contrôle, tout en confiant la partie matérielle et logistique des scrutins à l'administration. Cela vise à éviter les ambiguïtés observées lors des précédentes consultations électorales et à permettre à l'ANIE de se concentrer pleine-

ment sur son rôle d'instance indépendante de veille et de garantie de la transparence. Autre ajustement notable, l'introduction d'une condition de niveau d'études pour les candidats à l'élection présidentielle. Cette mesure vise à renforcer le profil des prétendants à la plus haute fonction de l'État, sans pour autant alourdir excessivement les critères d'éligibilité. Du côté du Parlement, le mandat du président du Conseil de la Nation passerait de trois à six ans, une harmonisation qui traduit le souci de stabilité à la tête de la chambre haute. Plusieurs autres précisions concernent le fonctionnement des deux assemblées, notamment l'encadrement des sessions ordinaires. Le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) n'est pas en reste. Le projet supprime l'obligation d'obtenir son avis conforme pour certaines nominations, en particulier dans le cadre du mouvement annuel des présidents de cours de justice et des commissaires d'État. La justification avancée est que le président de la République préside lui-même le CSM, rendant cette double validation redondante. Une réorganisation de la composition du Conseil est également prévue, toujours dans l'esprit d'une plus grande fluidité des procédures. Pour rappel, lundi passé, le président du Conseil de la Nation, Azouz Nasri, a installé la commission parlementaire mixte chargée d'examiner le projet et d'élaborer le rapport qui sera soumis au vote. Présidée par Rabah Boughali, vice-

président du Conseil de la Nation en sa qualité de doyen, et avec Fakhour Ibrahim, vice-président de l'APN, comme rapporteur, cette instance avait également pour mission de finaliser le règlement intérieur de la session conjointe. Les travaux se sont déroulés dans un climat de responsabilité collective, comme l'a souligné M. Nasri, qui a insisté sur « la noblesse de l'objectif » et la nécessité d'une approche pertinente face aux enjeux actuels. Le président de l'APN a, pour sa part, rappelé que ces ajustements répondent directement aux dysfonctionnements constatés lors des scrutins passés, qu'ils soient présidentiels, législatifs ou locaux. La séance de vote est prévue cet après-midi à 15h00 au Palais des Nations. Au-delà des détails techniques, ce projet apparaît comme un prolongement naturel de la Constitution de 2020, qui avait posé les bases d'un nouvel équilibre des pouvoirs, d'une meilleure promotion des droits et libertés, et d'une gouvernance plus transparente. En précisant des formulations, en comblant des vides juridiques et en adaptant les textes à la pratique, le Parlement et l'exécutif entendent consolider un État de droit plus efficace, mieux armé contre les interprétations divergentes. Le vote d'aujourd'hui constituera, en tout cas, une étape concrète dans la construction d'institutions plus cohérentes, au service des aspirations des citoyens à une vie publique moderne et sereine. ■

## Éditorial l'EXPRESS

### RÉFORME

PAR NASSIM TERKI

Le projet de modification constitutionnelle soumis aujourd'hui, 25 mars, aux deux chambres du Parlement s'inscrit dans une volonté claire de renforcer la stabilité et la lisibilité des institutions. Après six années de fonctionnement de la Constitution de 2020, l'exécutif propose un ensemble d'ajustements techniques visant à corriger des lacunes organisationnelles et à mieux définir les responsabilités des différents acteurs de l'État. La présidence de la République est directement concernée. Le projet fixe désormais une condition de candidature supplémentaire pour le poste, se limitant à la preuve d'un « niveau éducatif », sans exiger de diplôme précis. La cérémonie de prestation de serment est codifiée : le président prête serment devant les deux chambres réunies, tandis que le président de la Cour suprême lit le texte officiel. Ces dispositions renforcent la dimension institutionnelle et symbolique du pouvoir exécutif. Sur le plan politique, le texte élargit les prérogatives présidentielles en matière d'élections locales anticipées, désormais possibles en plus des scrutins législatifs et présidentiels. L'objectif est d'assurer une meilleure coordination du calendrier électoral et de sécuriser les mandats locaux. Le Conseil de la Nation connaît également des changements significatifs. L'article 121 adapte la représentation des wilayas : chaque circonscription disposera d'un ou deux sièges selon sa population, mettant fin à la règle rigide des deux sièges fixes par wilaya. Pour assurer la continuité de l'institution, le mandat du président du Conseil est porté de trois à six ans, sans limitation du nombre de mandats. Le gouvernement se voit par ailleurs attribuer un rôle renforcé pour trancher les différends législatifs entre les chambres, garantissant un arbitrage efficace et rapide. La justice fait l'objet d'une réorganisation importante. Les représentants syndicaux et le président du Conseil national des droits de l'homme sont retirés du Conseil supérieur de la magistrature, tandis que le procureur général près la Cour suprême y est intégré. L'exigence d'un avis « conforme » pour certaines nominations est remplacée par une simple consultation, clarifiant le rôle du Conseil tout en préservant la responsabilité présidentielle. Enfin, le texte clarifie le rôle de l'Autorité nationale indépendante des élections. La logistique et la préparation matérielle des scrutins seront confiées à l'administration, via le ministère de l'Intérieur, tandis que l'Autorité conserve la supervision et le contrôle afin de garantir la transparence. Présenté par le ministre de la Justice, Lotfi Boudjemaa, ce projet reflète une stratégie cohérente : stabiliser les mandats, clarifier les responsabilités, sécuriser les processus électoraux et moderniser le fonctionnement des institutions. C'est une démarche qui illustre la maturité de l'État algérien et sa capacité à anticiper et organiser ses structures pour le bénéfice des citoyens et de la nation.

## CONFÉRENCE PARLEMENTAIRE DE L'OMC AU CAMEROUN L'Algérie y prend part

Une délégation de l'Assemblée populaire nationale (APN) s'est rendue hier à Yaoundé, au Cameroun, pour participer à la conférence parlementaire organisée en marge de la 14<sup>e</sup> Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a indiqué hier la chambre basse du Parlement. Cette mission est conduite par le vice-président de l'APN, Mohamed Nini, accompagné des députés Azzi Bentabet et Tidjani Mohammed El Hafedh. Les trois parlementaires prendront part aux débats et échanges qui réunissent près de 400 législateurs venus du monde entier. La conférence parlementaire, tenue en marge de chaque Conférence ministérielle de l'OMC, constitue un mécanisme permanent de suivi et de contrôle parlementaire sur les activités de l'organisation. Elle permet aux représentants élus de porter une voix démocratique dans les décisions et orientations du commerce mondial. Au-delà de la simple présence,



cette rencontre vise à donner une dimension parlementaire aux travaux de l'OMC, renforçant la transparence et la responsabilité dans

le commerce international et contribuant à une meilleure harmonisation entre politiques nationales et règles multilatérales. ■



## MOYEN-ORIENT

# La guerre s'enlise, le pétrole s'envole

*La situation demeure chaotique au Moyen-Orient, avec la poursuite des frappes américaines et israéliennes contre l'Iran, qui riposte en tirant des missiles en direction d'Israël et de certains États du Golfe.*

PAR MAHDI B

Si les cours du pétrole ont rebondi hier après une chute brutale la veille, consécutive aux déclarations de Donald Trump sur d'éventuelles négociations directes entre Washington et Téhéran, aucune avancée notable n'a été enregistrée, ni sur le plan diplomatique ni sur le plan militaire. Le fait marquant des dernières quarante-huit heures reste toutefois l'annonce, par le président américain, de négociations directes entre son administration et l'Iran. Une déclaration immédiatement démentie par Téhéran, qui a également réfuté l'existence de « très bonnes » discussions en vue de mettre fin à la guerre. Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Esmail Baqaei, a indiqué que des messages avaient été reçus de « certains pays amis » évoquant une demande américaine de négociations, tout en niant formellement la tenue de tels pourparlers, selon l'agence officielle IRNA. Par la suite, il est apparu que ces déclarations relevaient davantage de l'effet d'annonce que d'une réalité diplomatique. Sur le plan interne, l'Iran a nommé



Mohammad Bagher Zolghadr, ancien commandant des Gardiens de la Révolution et proche du défunt Ali Larijani, à la tête du Conseil suprême de sécurité nationale. Larijani, figure majeure de la République islamique, dirigeait cette instance jusqu'à sa mort la semaine dernière lors de frappes israéliennes à Téhéran. Sur le front diplomatique, plusieurs initiatives émergent. Le Pakistan a proposé d'accueillir des négociations directes entre Washington et Téhéran, sous réserve de l'accord des deux parties. « Le Pakistan est prêt et honoré de faciliter des pourparlers constructifs en vue d'un règlement global du conflit », a déclaré le Premier ministre Shehbaz Sharif, au lendemain d'un entretien avec le président iranien Massoud Pezeshkian. Même tonalité à Pékin, où le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a estimé qu'« il vaut mieux négocier que s'affronter », appelant toutes les parties à saisir les opportunités pour engager des pourparlers de paix dans les plus brefs délais, selon un communiqué officiel. De son côté, le chef de la diplomatie américaine, Marco Rubio, doit se rendre vendredi en France pour rencontrer ses homologues du G7 et discuter de la situation en Iran. Il s'agira de son premier déplacement à l'étranger depuis le début des frappes menées conjointement par les États-Unis et Israël

le 28 février.

Les États du Golfe saisissent l'ONU. Par ailleurs, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies doit se réunir en urgence ce mercredi à Genève pour examiner les frappes iraniennes contre plusieurs pays du Golfe et leurs conséquences sur les droits humains. Un projet de résolution devrait être présenté, portant sur « les conséquences des attaques menées par la République islamique d'Iran contre Bahreïn, le Koweït, Oman, le Qatar, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et la Jordanie », a précisé un porte-parole du Conseil, Pascal Sim. Selon le Qatar, la guerre a provoqué un « effondrement du système de sécurité » dans la région. « Les États du Golfe doivent désormais réévaluer les fondements de leur sécurité collective », a déclaré le porte-parole du ministère qatari des Affaires étrangères, Majed Al-Ansari, évoquant l'impact des frappes iraniennes sur des infrastructures vitales. Intensification des frappes et tensions énergétiques

Sur le terrain militaire, l'Iran a lancé une nouvelle vague de missiles contre Israël mardi matin, quelques heures après les déclarations américaines sur d'éventuelles négociations. Des sites énergétiques auraient été touchés par des frappes aériennes, selon des sources iraniennes. Au Bahreïn, un homme travaillant pour l'armée des Émi-

rats arabes unis a été tué lors d'une attaque de missiles, tandis que cinq autres personnes ont été blessées. Dans le sud d'Israël, trois personnes ont été blessées à la suite de tirs de missiles iraniens, selon les services de secours. L'armée israélienne a, de son côté, annoncé avoir mené une série de frappes aériennes à Ispahan, dans le centre de l'Iran. Face aux menaces pesant sur ses installations énergétiques, Téhéran affirme être moins vulnérable que ses adversaires. « Nous produisons l'électricité de manière décentralisée, contrairement à certains pays où les infrastructures sont concentrées », a déclaré le ministre iranien de l'Énergie, Abbas Aliabadi, précisant que le pays dispose de plus de 150 centrales électriques. Ces déclarations interviennent alors que Donald Trump a menacé de frapper les infrastructures énergétiques iraniennes si le détroit stratégique d'Ormuz ne rouvrirait pas à la navigation, actuellement fortement perturbée. Conséquence directe de cette escalade, les marchés des matières premières restent très volatils, avec une tendance haussière marquée. Hier, le Brent a clôturé à 103,5 dollars (+3,91 %), tandis que le brut américain atteignait 92,57 dollars (+4,44 %). Le gaz, quant à lui, s'échangeait à 55,97 euros/MWh à Rotterdam, après avoir dépassé les 70 euros. ■

## Des médias ibériques l'annoncent Le chef de la diplomatie espagnole attendu jeudi à Alger

La visite officielle du ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Albares, en Algérie a enfin une date : jeudi prochain, selon plusieurs médias espagnols. Il s'agira de la première mission du responsable espagnol à Alger depuis le rétablissement complet des relations diplomatiques entre les deux pays, après une période de tensions qui avait duré de 2022 à 2024. Selon les mêmes sources, ce déplacement a pour objectif principal de préparer une rencontre bilatérale entre le président de la République, Abdelmajid Tebboune, et le chef du gouvernement espagnol, Pedro Sánchez, afin de consolider la coopération et le dialogue politique entre Alger et Madrid. Cette visite marque une étape clé dans le processus de rapprochement entre les deux nations et devrait ouvrir la voie à de nouvelles discussions sur les dossiers économiques et diplomatiques d'intérêt commun.

## Moscou met en lumière 64 années de liens solides avec l'Algérie

Le ministère russe des Affaires étrangères a célébré, lundi dernier, le 64<sup>e</sup> anniversaire des relations diplomatiques avec l'Algérie, établies en 1962 par l'Union soviétique, « premier État à tendre la main à la jeune République ». Dans un communiqué, Moscou a rappelé le rôle crucial joué par les spécialistes soviétiques dans le développement économique de l'Algérie, de la construction d'infrastructures aux projets techniques, ainsi que le maintien continu des ambassades depuis la reconnaissance de la Fédération de Russie par Alger, le 26 décembre 1991. Le ministère a également souligné la vitalité du dialogue politique entre les deux pays, l'intensification des relations interparlementaires et la multiplication des échanges de délégations à tous les niveaux. Plusieurs accords et programmes de coopération sont actuellement en vigueur : entraide judiciaire, protection de la propriété intellectuelle



et coopération militaro-technique. Sur le plan économique, l'Algérie demeure l'un des principaux partenaires commerciaux de la Russie en Afrique, avec des échanges annuels avoisinant les 3 milliards de dollars. Moscou exporte vers Alger des produits de haute technologie, des machines, des équipements, des véhicules, ainsi que des denrées alimentaires et agricoles. Les secteurs prioritaires incluent l'énergie, la métallurgie, le minerai de fer et l'industrie automobile. La coopération

éducative est également renforcée : plus de 3 000 étudiants algériens poursuivent actuellement leurs études en Russie, et près de 20 000 diplômés des universités russes, civiles et militaires, contribuent aux relations bilatérales. Le ministère russe des Affaires étrangères a conclu en adressant ses vœux de prospérité et de succès au peuple et aux autorités algériennes, réaffirmant la volonté de Moscou de maintenir et de développer cette relation stratégique de longue date. ■

## Au Maroc

## La rue dénonce normalisation et atteintes aux libertés

Au Maroc, les critiques s'intensifient contre le régime en place, accusé de poursuivre une politique de normalisation avec Israël tout en réprimant systématiquement les militants et défenseurs des droits humains qui s'y opposent. Dans ce contexte, l'universitaire et militante des droits humains, Latifa Bouhassini, a dénoncé les attaques dirigées contre le mouvement de soutien à Gaza depuis l'agression israélienne, qualifiant ces campagnes de « limites incompréhensibles et de degrés insupportables ». Dans une publication sur ses réseaux sociaux, Bouhassini a expliqué que ces attaques s'inscrivent dans un projet systématique visant à imposer une narration favorable à la normalisation. Cette narrative cherche à présenter Israël comme un acteur « normal », au mépris des droits historiques du peuple palestinien. La militante a souligné que cette approche ne se limite pas à la promotion de la normalisation, mais cherche également à remettre en question les droits palestiniens, tout en réorganisant les priorités politiques pour servir les intérêts israéliens au détriment de la justice et des droits des peuples. Selon elle, la « machine de normalisation » s'appuie sur des relais médiatiques, universitaires et religieux qui déforment les faits et transforment le patriotisme en justification de politiques douteuses, en ignorant l'intérêt national et la souveraineté véritable. Elle estime que ces stratégies ne peuvent produire un discours crédible, car elles manquent de base éthique et de véritable justice. Pour Bouhassini, les défenseurs de la cause palestinienne n'ont pas besoin de mobilisations artificielles : la justice et le droit suffisent à ancrer naturellement la mobilisation populaire. À l'inverse, les outils du pouvoir ne font que semer la confusion pour faire passer un agenda politique sur le sol marocain. Dans le même esprit, le Front marocain de soutien à la Palestine et de lutte contre la normalisation a appelé la communauté éducative à célébrer la Journée de la Terre palestinienne le 30 mars, à travers des initiatives pédagogiques visant à contrer les tentatives de normalisation culturelle et éducative. Le Front a insisté sur le rôle clé de l'éducation comme rempart contre la manipulation de la conscience collective. Le Front a également réaffirmé son rejet total de la normalisation avec Israël, appelant à l'annulation de tous les accords et partenariats avec l'occupation, à la fermeture du soi-disant « bureau de liaison israélien » et à la suspension de toute coopération militaire, économique ou sécuritaire. Il a souligné que la mobilisation populaire, médiatique et associative se poursuivra, rappelant que la cause palestinienne reste centrale pour les droits et la souveraineté, tant au niveau national que régional. Face à la persistance des politiques de normalisation et de répression, le Front a annoncé une manifestation le 30 mars pour protester contre la normalisation et réaffirmer son soutien au peuple palestinien, marquant une intensification concrète de la contestation contre les politiques gouvernementales. Ces critiques interviennent alors que le pouvoir montre ses limites dans la gestion du dossier de la normalisation, en continuant de réprimer les libertés, d'imposer des restrictions aux militants et de mobiliser des instruments médiatiques et institutionnels pour justifier ses choix, dans le but de protéger des intérêts étroits au détriment de l'intérêt national et de la dignité politique du pays.



CONCOURS DE RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS

Les épreuves orales entamées

Les entretiens oraux du concours national pour le recrutement des enseignants ont débuté hier, avec la participation de 1 065 000 candidats en lice pour 40 500 postes à pourvoir dans les trois cycles de l’enseignement. La phase des entretiens oraux se déroule sur trois jours, dans le cadre d’un dispositif organisationnel et logistique rigoureux visant à garantir la transparence et l’égalité des chances entre tous les candidats, a assuré le ministère de l’Éducation nationale.

PAR MERIEM K

Après une interruption de dix ans, le ministère de l’Éducation relance le concours national de recrutement des enseignants sur titre. Ce concours, dont les épreuves orales ont été entamées hier, constitue l’une des opérations les plus massives du secteur ces dernières années. En effet, plus d’un million de candidats ont entamé les entretiens oraux du concours national pour le recrutement des enseignants au titre des diplômes de 2025. Les postulants concourent pour 40 500 postes disponibles dans les trois cycles de l’éducation. Prévues jusqu’à jeudi, cette phase d’entretiens mobilise des jurys composés de deux membres qualifiés, sachant que des listes de réserve ont également été constituées pour pallier toute absence et garantir la continuité du processus sans aucune interruption. L’épreuve orale revêt une importance capitale et constitue une étape décisive dans le classement final des candidats, permettant d’évaluer leurs aptitudes communicationnelles et pédagogiques, ainsi que leur préparation à exercer le métier d’enseignant en milieu scolaire. Eu égard à son importance, le ministre de tutelle, Mohamed Seghir Saadaoui, a, lors d’une conférence nationale tenue par visioconférence le 17 mars dernier, donné des instructions strictes aux directeurs de l’éducation pour une meilleure organisation et une mobilisation totale, afin de faire de ce concours de recrutement une réussite exemplaire et de refléter, par ricochet, « une image positive et rigoureuse du secteur de l’Éducation nationale ». Pour l’actuelle phase orale,



le ministre a chargé les cadres de garantir un accueil irréprochable et une équité totale, sous la responsabilité des chefs de centres et des commissions. S’agissant de la plateforme numérique, l’accent a été mis sur l’importance de veiller à la concordance absolue entre les données saisies et les documents originaux. Précédemment, M. Saadaoui a précisé que ce concours se déroule selon un système numérique intégré visant à garantir la transparence et l’égalité des chances entre tous les candidats. Ce dispositif permet notamment le suivi électronique des dossiers, ainsi que la correction d’éventuelles erreurs ou insuffisances dans les délais impartis,

sans intervention humaine directe. Il a également souligné que le classement et la notation des candidats sont effectués de manière automatisée et rigoureuse, sur la base de critères objectifs incluant les qualifications académiques et l’expérience professionnelle. Cette approche vise à sélectionner les profils les plus compétents afin de renforcer la qualité de l’enseignement et d’améliorer l’encadrement pédagogique. Par ailleurs, le ministère a mobilisé d’importants moyens humains et organisationnels pour assurer le bon déroulement de cette opération, à travers l’encadrement par des commissions spécialisées et la mise en place de

conditions optimales d’examen, traduisant la volonté des autorités de sélectionner des compétences capables de hisser le niveau du système éducatif. Son organisation, indique le ministre de tutelle, exige un haut degré de professionnalisme et de discipline. Il y a lieu de préciser que ce concours est ouvert pour l’accès aux grades suivants : professeur de l’enseignement primaire, classe 1 (11 831 postes budgétaires), professeur de l’enseignement moyen, classe 1 (18 929 postes budgétaires), professeur de l’enseignement secondaire, classe 1 (9 740 postes budgétaires). ■

### Le calendrier des examens du 3<sup>e</sup> trimestre dévoilé

Le ministère de l’Éducation nationale a annoncé hier les dates des examens expérimentaux du troisième trimestre pour les élèves de

quatrième année moyenne et de troisième année secondaire pour l’année scolaire 2025/2026. Selon le communiqué, les épreuves expérimentales pour les

élèves de quatrième année moyenne auront lieu les 3, 4 et 5 mai 2026, tandis que celles destinées aux élèves de troisième année secondaire se tiendront du

3 au 7 mai 2026. Ces tests ont pour objectif de permettre aux élèves de se préparer et de s’entraîner aux examens nationaux officiels à venir.

À L’APPROCHE DU BAC

Les bancs des lycées se vident



À l’approche de l’examen du baccalauréat, un phénomène récurrent s’installe dans les lycées : la désertion progressive des

classes au profit des cours de soutien privés. De nombreux élèves de terminale, convaincus que leur réussite dépend davantage de ces cours que de

l’enseignement scolaire, privilégient des séances intensives organisées dans des espaces souvent informels. Cette tendance, observée chaque année, s’accroît au fil des mois et fragilise le rôle de l’école publique. Les témoignages d’élèves révèlent une pression à la fois scolaire et sociale. Beaucoup affirment ne plus assister régulièrement aux cours au lycée, estimant que les enseignants particuliers fournissent des contenus plus ciblés pour l’examen. Ce choix représente un investissement financier important pour les familles, certaines n’hésitant pas à consentir de lourds sacrifices pour maximiser les chances de réussite de leurs enfants. Cette situation pose ainsi la question de l’égalité des chances, la réussite semblant de plus en plus liée aux moyens économiques. Les spécialistes de l’éducation y

voient une rupture de confiance entre les élèves, leurs parents et l’institution scolaire. Selon eux, la centralité du baccalauréat dans le parcours éducatif pousse à privilégier des méthodes axées sur la mémorisation rapide au détriment de la compréhension et de la formation intellectuelle globale. Ce basculement risque d’appauvrir les apprentissages et de détourner l’école de sa mission première. Face à cette dérive, plusieurs pistes sont avancées : renforcer le soutien pédagogique au sein des établissements, développer des dispositifs gratuits et repenser les modes d’évaluation, notamment à travers le contrôle continu. L’enjeu est de taille : éviter l’émergence d’une école à deux vitesses et restaurer la crédibilité de l’école publique comme principal levier de réussite et d’ascension sociale. **R. N.**

Prévue du 26 mars au 2 avril prochain

Lancement de la manifestation nationale printanière de la jeunesse

Le ministère de la Jeunesse a annoncé, hier dans un communiqué, l’organisation de la manifestation nationale printanière de la jeunesse 2026, prévue du 26 mars au 2 avril prochain. Dans le cadre de cet événement, organisé sous le slogan « La jeunesse en mouvement », sept wilayas accueilleront des camps et des programmes d’échange pour les jeunes, coïncidant avec les vacances de printemps, précise la même source. L’organisation de cette manifestation intervient « à la suite de la dynamique positive insufflée par la deuxième édition de la manifestation nationale hivernale de la jeunesse, et dans le prolongement de la mise en œuvre des orientations stratégiques du ministère visant à autonomiser les jeunes et à renforcer leurs rôles dans les processus de développement durable ». Ainsi, cette initiative constituera « un espace national fédérateur favorisant l’esprit d’initiative et de créativité et mettant à profit la dynamique printanière pour lancer des projets qualitatifs répondant aux préoccupations et aux aspirations de la jeunesse algérienne ». Elle s’inscrit également dans une démarche visant à « occuper le temps libre des jeunes, à travers des programmes alliant loisirs utiles et formation, via l’organisation de plusieurs activités majeures », conclut le communiqué.

Accidents de la route

7 morts et 271 blessés en 24 heures

Sept personnes ont trouvé la mort et 271 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, a indiqué hier un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tébessa, avec 2 morts et 2 blessés, suite à une collision entre deux véhicules légers survenue sur la route nationale n° 16, dans la daïra de Morsott, précise la même source. Durant la même période, les secours de la Protection civile ont prodigué des soins de première urgence à 15 personnes incommodées par le monoxyde de carbone à travers les wilayas d’Aïn Témouchent, M’sila et Médéa. Les éléments de la Protection civile de la wilaya d’Oum El-Bouaghi sont également intervenus suite à une explosion de gaz dans une habitation dans la commune d’El Amiria, selon le bilan, tandis que les secours de la Protection civile de la wilaya d’Oran sont intervenus suite à l’effondrement du mur d’une habitation ayant causé des blessures à cinq personnes.



## CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

## Signature d'une convention pour l'introduction en bourse de la SPA ER2

Le CDER (Centre de développement des énergies renouvelables), a signé une convention pour accompagner l'introduction en bourse de sa filiale commerciale, SPA ER2 (Études et Réalisations en Énergies Renouvelables). Cette démarche vise à renforcer le financement de la transition énergétique et à développer la production locale de panneaux solaires, jouant un rôle clé dans la réalisation des projets nationaux.



FATIHA AMALOU.

«**N**ous sommes heureux d'annoncer la signature d'un accord de soutien à l'introduction en bourse de SPA ER2, filiale du Centre pour le développement des énergies renouvelables (CDER), avec l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche et du développement technologique (ANVREDET) comme sponsor de la bourse», indique le CDER dans un communiqué publié sur sa page officielle facebook. Cette étape représente un jalon stratégique majeur pour le développement et la valorisation de la filiale et témoigne des efforts concertés des différentes parties prenantes pour soutenir l'innovation et renforcer la position des énergies renouvelables. «À cette occasion, nous adressons nos plus chaleureuses félicitations à toutes les parties pre-

nantes pour cette réussite et leur souhaitons plein succès dans cette nouvelle phase prometteuse d'opportunités et de croissance», ajoute le CDER. Filiale du CDER, la SPA ER2 est spécialisée dans les études et réalisations (photovoltaïque, pompage solaire) et agit comme interface entre la recherche et le marché. L'introduction en bourse vise à accompagner la croissance de la filiale dans le cadre du programme algérien de 22 000 MW d'énergies renouvelables d'ici 2030. ER2 réalise des projets concrets, tels que l'installation de kits solaires pour nomades, des pompes solaires, et a été finaliste pour des projets d'envergure, comme la toiture photovoltaïque de l'aéroport d'Oran. L'introduction en bourse de la SPA ER2 représente un tournant pour la commercialisation des technologies du CDER et le renforcement des capacités locales. Le Centre de Développement des Énergies Renouvelables (CDER) est un éta-

blissement public scientifique clé, chargé de mettre en œuvre la politique nationale de transition énergétique. Il se concentre sur la recherche appliquée, la valorisation et la maîtrise des énergies renouvelables (solaire, éolien, géothermie, biomasse) pour assurer la sécurité énergétique. Ses rôles principaux concernent à développer des technologies dans le solaire photovoltaïque, thermique, et l'efficacité énergétique, déployer des installations pilotes pour intégrer les énergies renouvelables dans le réseau électrique national, tester et certifier les équipements solaires pour garantir leur qualité et leur fiabilité et réunir les données pour la programmation et l'évaluation des projets de recherche dans le domaine des énergies renouvelables. Le CDER agit comme un accélérateur du développement du renouvelable en Algérie, en s'appuyant sur ses unités de recherche pour répondre aux objectifs stratégiques de 2030

## AAPI

## Genève accueille la 30e Conférence mondiale sur l'investissement

L'Agence algérienne de promotion des investissements (AAPI) a annoncé, sur sa page officielle facebook, que l'Association mondiale des agences de promotion des investissements (WAIPA) tiendra sa 30e Conférence mondiale sur l'investissement à Genève, en Suisse, cette année. Cet événement international réunira les principaux acteurs de l'investissement du monde entier. La conférence est organisée en coopération avec le Bureau des Conventions de Genève et sous la présidence de l'Autorité koïteïenne de promotion des investissements directs (KDIPA). Elle coïncide avec le 30e anniversaire de la WAIPA, créée en 1995 par plus de 59 agences de promotion des investissements en partenariat avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). La Conférence mon-

diale sur l'investissement constitue une plateforme essentielle, réunissant agences de promotion des investissements, ministres, décideurs politiques, chefs d'entreprise, représentants d'organisations internationales et experts afin d'examiner l'évolution de la dynamique des investissements mondiaux et de formuler des visions communes pour renforcer la coopération internationale. Au cours des trois dernières décennies, les agences de promotion des investissements sont devenues des partenaires stratégiques, jouant un rôle central dans l'orientation des flux d'investissement, l'amélioration de la compétitivité des économies nationales et le soutien au développement durable en transformant les investissements en emplois, en innovation et en valeur économique ajoutée. La 30e édition de la conférence abordera les profondes

transformations en cours dans l'économie mondiale, notamment la transformation numérique, la transition vers le développement durable et la restructuration des chaînes d'approvisionnement, ainsi que les répercussions des bouleversements géopolitiques. Elle mettra l'accent sur le rôle des agences de promotion des investissements dans l'adaptation à ces changements et leur rôle moteur pour l'avenir. L'association a également souligné les résultats concrets obtenus lors des éditions précédentes : les rencontres interentreprises (B2B) ont généré des opportunités d'investissement dépassant le milliard de dollars américains, témoignant de l'importance de l'événement pour stimuler l'investissement mondial.

F.A.

## Salon international Alimentaria

## LES OPÉRATEURS ALGÉRIENS AU RENDEZ-VOUS

L'Algérie participe au Salon international de l'alimentation «Alimentaria 2026», qui s'est ouvert lundi à Barcelone (Espagne), avec une forte participation d'opérateurs et d'experts venus du monde entier, a indiqué un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations. L'Algérie participe à ce rendez-vous à travers un pavillon spécial, organisé par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, avec la contribution d'un nombre d'opérateurs économiques algériens actifs dans le domaine de l'exportation, notamment dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire, selon l'APS. Par sa présence à cet événement international, l'Algérie souhaite mettre en valeur la qualité et la diversité des produits algériens et promouvoir ses capacités d'exportation. L'ambition est également de permettre aux opérateurs économiques d'explorer de nouvelles opportunités de partenariat et d'investissement et de renforcer la présence des produits algériens sur les marchés internationaux. Ce salon, qui se tient du 23 au 26 mars, constitue en outre une plateforme internationale d'échange d'expertise et de connaissances sur les évolutions du secteur agroalimentaire, ainsi qu'un espace pour développer des relations commerciales et établir des partenariats entre les opérateurs économiques de différents pays. Cette participation s'inscrit dans le cadre des efforts continus déployés pour soutenir et promouvoir les exportations hors hydrocarbures et accompagner les entreprises algériennes à accéder aux marchés étrangers, renforçant ainsi la compétitivité des produits algériens à l'international.

R.E.

## Prix du pétrole

## LES ANALYSTES REVOIENT À LA HAUSSE LEURS PRÉVISIONS

Les principales maisons de courtage ont révisé leurs prévisions de prix moyens du pétrole pour 2026 alors que la guerre entre les États-Unis, Israël et l'Iran fait rage, le conflit ayant propulsé les cours de plus de 50% ce mois-ci, selon prixdubaril. Goldman Sachs a relevé sa prévision pour le baril de Brent en 2026 de 77 à 85 dollars, invoquant des perturbations prolongées des expéditions dans le détroit d'Ormuz et une augmentation des stocks stratégiques qui accentuent la tension sur le marché. Comparateur prix carburants De son côté, J.P. Morgan table sur un cours moyen du Brent à 100 dollars le baril au deuxième trimestre 2026, avant un repli à 80 dollars d'ici la fin de l'année. Les contrats à terme sur le Brent se stabilisaient à 112,18 dollars le baril à 02h02 GMT, après avoir clôturé vendredi à leur plus haut niveau depuis juillet 2022, tandis que le brut américain West Texas Intermediate progressait de 52 cents à 98,75 dollars. Le marché commence à envisager un scénario extrême où le prix du baril pourrait atteindre 180 dollars. Ce n'est plus seulement une question de prime liée à la guerre, mais plutôt un choc énergétique qui pourrait durer. Selon le Wall Street Journal le 19 mars 2026, des responsables saoudiens pensent que si les perturbations actuelles continuent au-delà d'avril, le prix du pétrole pourrait grimper jusqu'à 180 dollars le baril. Ce n'est plus une simple variation de quelques dollars dans les prévisions annuelles, mais une possible rupture majeure du marché. Cette façon de voir les choses change notre compréhension de la hausse actuelle. Jusqu'à présent, les grandes banques ont surtout ajusté leurs prévisions moyennes pour le Brent, qui se situent maintenant entre 70 et 85,5 dollars pour 2026. Mais le scénario saoudien ajoute une nouvelle dimension : un prix du pétrole assez élevé pour ne plus refléter seulement la rareté, mais aussi pour influencer la demande, freiner l'activité économique et finir par avoir un impact sur l'économie mondiale.

R.E.



## Nour El Houda Khelili :

# «Plus de 72 % des bénéficiaires de l'allocation chômage sont des femmes»

FATIHA A.

C'est avec ces chiffres que s'est exprimée hier, la sous-directrice de la coordination et du partenariat au ministère du Travail et de la Sécurité sociale, Nour El Houda Khelili, sur les dernières mesures prises concernant l'allocation chômage. Intervenant à la radio chaîne 3, elle a révélé que « plus de 72 % des bénéficiaires sont des femmes », tout en reconnaissant les difficultés spécifiques liées à cette catégorie. « Une grande partie de ces femmes sont sans qualification ou préfèrent rester dans l'informel, ce qui complique leur insertion dans le marché du travail », a-t-elle expliqué, ajoutant que « certaines refusent même les formations ou les convocations ». Saisissant cette occasion, Mme Khelili a apporté un éclairage détaillé sur ce dispositif social, notamment à travers les 140 000 demandes actuellement enregistrées sur la plateforme numérique « Minha », dédiée à l'allocation chômage. Selon elle, « les 140 000 inscrits au niveau de la plateforme +Minha+ ne sont pas encore bénéficiaires, mais des demandeurs en cours de traitement », précisant que ces dossiers font l'objet d'un contrôle progressif et rigoureux. La plateforme « Minha », développée en interne par les cadres de l'Agence nationale de l'emploi (Anem), permet un contrôle instantané grâce à l'interconnexion avec plusieurs bases de données nationales, notamment celles de la CNAS, de la CASNOS, de la CNR, de l'état civil et de l'enseignement supérieur. « C'est tout un processus de vérification qui garantit la transparence et l'équité dans l'octroi de cette allocation », a-t-elle souligné, ajoutant que les rendez-vous pour l'examen des dossiers ont été programmés sur l'ensemble du territoire national, à travers 278 agences locales réparties sur 58 wilayas, avec une échéance fixée au 31 juillet prochain pour le traitement complet de ces demandes. Concernant le cadre réglementaire, Mme Khelili a rappelé que l'allocation chômage a été instaurée en 2022 en vertu du décret exécutif 22-70 du 10 février 2022, modifié et complété par un nouveau texte en date du 21 janvier 2026. « L'objectif principal est de garantir un revenu minimum aux demandeurs d'emploi tout en les accompagnant

À la fin de l'année 2025, plus de 1,44 million de bénéficiaires de l'allocation chômage ont été orientés dans le cadre de ce dispositif, et 115 000 ont été effectivement placés en emploi. Pour les deux premiers mois de 2026, plus de 120 000 placements ont déjà été enregistrés.



vers une insertion professionnelle durable », a-t-elle expliqué, insistant sur « la volonté des pouvoirs publics de préserver la dignité des jeunes en quête d'emploi. » Les conditions d'accès à cette allocation sont clairement définies. « Il faut être de nationalité algérienne, âgé entre 19 et 40 ans, être primo-demandeur d'emploi, ne disposer d'aucun revenu ni pour lui ni pour son conjoint, et ne pas avoir bénéficié de dispositifs publics d'aide à l'emploi tels que l'Ansej, la Nesda ou l'Angem », a détaillé Mme Khelili, précisant que « les jeunes détenus ayant purgé leurs peines peuvent bénéficier de ce dispositif, dans une logique d'inclusion et de réinsertion sociale ». À l'inverse, certaines situations excluent automatiquement le droit à cette allocation. « Toute personne affiliée à la sécurité sociale, que ce soit à la CNAS, à la CASNOS ou à la CNR, ou dont le conjoint dispose d'un revenu, ne peut prétendre à cette aide », a-t-elle indi-

qué. De même, « le refus d'une offre d'emploi, d'une formation ou d'une convocation de l'Anem entraîne la suspension, voire la suppression définitive de l'allocation ». Parmi les nouveautés introduites par le décret de 2026 figure la limitation du renouvellement de l'allocation. « L'allocation chômage est désormais accordée pour une durée d'une année, renouvelable une seule fois, sous conditions », a précisé Mme Khelili. Dans ce sens, elle a détaillé les modalités en expliquant que « les bénéficiaires ayant déjà perçu l'allocation pendant 24 mois peuvent prétendre à une année supplémentaire, tandis que ceux ayant bénéficié de moins de 24 mois doivent d'abord compléter cette condition avant d'accéder à une prolongation ». Quant aux nouveaux inscrits, « ils bénéficient directement d'une année renouvelable une seule fois ». Pour elle, le dispositif s'inscrit désormais dans une logique d'activation, mettant l'accent sur la formation

et l'employabilité. « Nous avons élargi l'offre de formation, passant de formations qualifiantes à des formations diplômantes, afin de mieux répondre aux besoins du marché du travail », a affirmé Mme Khelili. Ces formations, d'une durée pouvant aller jusqu'à six mois pour les qualifiantes et jusqu'à deux ans pour certaines spécialités, sont proposées en collaboration avec le secteur de la formation professionnelle. « Le refus d'une formation entraîne la perte de l'éligibilité à l'allocation », a-t-elle rappelé. Pour ce qui est des profils des bénéficiaires, trois grandes catégories se dégagent, à savoir « les sans qualification, qui représentent la majorité, suivis des universitaires, puis des diplômés de la formation professionnelle », a-t-elle précisé. Ces derniers sont d'ailleurs « les plus demandés sur le marché du travail, notamment dans les métiers techniques ». Pour les universitaires, les spécialités les plus recherchées incluent « l'informatique, l'électronique et l'électrotechnique », bien que les besoins varient selon les wilayas. Mme Khelili a insisté sur l'importance de l'accompagnement personnalisé assuré par l'ANEM. « Nous ne nous contentons pas de convoquer les demandeurs, nous les accompagnons dans la rédaction de leurs CV, nous organisons des sessions de formation gratuites et nous assurons un suivi de leur parcours », a-t-elle affirmé, précisant que « des conseillers de l'ANEM peuvent assister aux entretiens d'embauche pour identifier les lacunes et améliorer l'employabilité des candidats ». Enfin, elle a rappelé que le suivi des dossiers se fait en ligne via la plateforme « Minha ». « Chaque demandeur dispose d'un compte personnel lui permettant de suivre l'état de son dossier en temps réel », a-t-elle expliqué. En cas de problème ou de document manquant, « le demandeur est contacté via SMS, appel téléphonique ou notification sur la plateforme ». À travers ces mesures, les autorités entendent faire de l'allocation chômage non pas une simple aide financière, mais un véritable levier d'insertion professionnelle. « L'objectif est de transformer ce dispositif social en un outil actif d'intégration économique » a conclu Mme Khelili, appelant les bénéficiaires à s'impliquer pleinement dans leur parcours vers l'emploi. **F.A.**

## La FAO se félicite de la résolution de l'ONU instaurant une Journée internationale du café

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) se réjouit de l'adoption, par l'Assemblée générale des Nations Unies, d'une résolution proclamant le 1er octobre Journée internationale du café. Approuvée début mars à New York, la résolution reconnaît « l'importance culturelle, sociale et historique du café, de ses origines au grand rôle qu'il joue dans le développement des sociétés contemporaines, où il est devenu non seulement un produit de base agricole et un moyen de subsistance importants pour les populations, mais aussi un symbole d'interaction sociale, d'expression culturelle et de tradition quotidienne de génération en génération ». La résolution met également en lumière la contribution de la production et de la transformation du café à plusieurs objectifs de développement durable (ODD) : l'élimination de la faim (ODD 2), la réduction de l'extrême pauvreté (ODD 1), l'autonomisation des femmes (ODD 5) et la promotion de l'emploi décent et de la croissance économique (ODD 8). « Le café est plus qu'une boisson, c'est un produit commercialisé sur toute la planète – en commençant par les grains

et jusqu'à la vente dans les services de restauration – qui fait vivre des millions de ménages agricoles et relie les communautés rurales à des marchés du monde entier », a déclaré le Directeur général de la FAO, M. Qu Dongyu. « Le fait de reconnaître la valeur du secteur du café permettra de sensibiliser à son importance socioéconomique et renforcera sa contribution à l'éradication de la pauvreté. Nous nous réjouissons à l'idée de célébrer cette Journée et ses valeurs. » La résolution adoptée mardi a été présentée à l'Assemblée générale des Nations Unies pour examen, à la suite de son adoption par la Conférence de la FAO, à sa 44e session, en 2025. Au titre de la résolution de l'Assemblée générale, la FAO est invitée à faciliter la célébration de la Journée internationale du café, en collaboration avec les organisations concernées, en particulier l'Organisation internationale du café. Le café fait partie des boissons les plus consommées dans le monde, la consommation mondiale par habitant ayant augmenté de 1,2 pour cent par an ces 10 dernières années. Le secteur du café procure un moyen de subsistance à près de 25 millions d'agriculteurs et crée des emplois tout au long de sa chaîne de va-

leur. Globalement, le secteur du café, au niveau mondial, produit plus de 200 milliards d'USD de recettes annuelles. En outre, le café reste l'un des produits les plus échangés dans le monde. En 2024, la production mondiale a dépassé les 11 millions de tonnes et environ 8 millions de tonnes de grains de café ont été échangés au niveau international. Cette même année, la valeur de la production mondiale de café a été estimée à près de 25 milliards d'USD, tandis que celle des échanges de grains de café a atteint près de 34 milliards d'USD. Pour de nombreux pays à faible revenu, les exportations de café sont une source essentielle de devises étrangères. En 2024, le café représentait 27,9 pour cent des exportations totales de marchandises en Éthiopie, 20,1 pour cent en Ouganda et 19,5 pour cent au Burundi. En Éthiopie et en Ouganda, les recettes des exportations de café étaient supérieures au coût des importations de produits alimentaires, tandis qu'au Burundi, elles équivalaient à près de 20 pour cent du coût des importations de produits alimentaires. La FAO apporte son soutien à des pays et communautés qui produisent du café, dans le cadre d'un large éventail d'initiatives.

R.E.

### 2e édition du Salon de l'Algérie 2026 à Lyon

## 200 exposants au rendez-vous

La 2e édition du Salon de l'Algérie, prévue du 6 au 8 avril 2026 à la LDLC Arena de Lyon, est un événement majeur visant à promouvoir le « Made in Algeria » en Europe. Avec plus de 200 exposants et 50 000 à 70 000 visiteurs attendus, il dynamise les échanges économiques, touristiques et culturels entre l'Algérie et la France. Le Salon de l'Algérie 2026 s'affirme comme une vitrine d'excellence pour le « Made in Algeria » à l'international. Il connaîtra l'implication du tissu associatif lyonnais, à travers un collectif d'associations mobilisées autour du projet. L'événement mettra en lumière les produits et savoir-faire nationaux dans des secteurs stratégiques tels que la gastronomie, l'artisanat, le tourisme, l'industrie, l'hôtellerie et les services, devant un public professionnel et institutionnel européen, consolidant ainsi la présence économique et culturelle de l'Algérie en France. Le salon agit comme une rampe de lancement pour les entreprises algériennes hors hydrocarbures, valorisant l'agroalimentaire, l'immobilier, et l'industrie. Il connecte les entreprises algériennes avec la communauté algérienne en France et les professionnels européens, renforçant la visibilité du produit local. L'événement propose des animations culinaires, un défilé de créatrices et des spectacles, mettant en lumière le patrimoine algérien. C'est le plus grand rassemblement européen dédié à l'Algérie, offrant des opportunités concrètes de business et de partenariats. **F.A.**



Bejaia

Plusieurs projets pour le secteur des transports en 2026

Le secteur des transports de la wilaya de Béjaïa a bénéficié de plusieurs projets d'envergure inscrits au titre du programme de développement de 2026, a-t-on appris, lundi auprès de la direction locale des transports. Ces nouveaux projets concernent la réalisation d'une gare routière de type B dans la commune d'Akbou, d'une station urbaine au niveau de la cité 3.200 logements à Ighzer Ouzarif, dans la commune d'Oued Ghir, ainsi que l'élaboration du plan de circulation de la ville de Béjaïa et du plan de transport de la wilaya, a indiqué à l'APS, le premier responsable du secteur, Abdelouahab Menhoudj. Concernant la gare routière et la station urbaine, M. Menhoudj a affirmé que les appels d'offres avaient déjà été lancés et que l'ouverture des plis, en vue de la désignation de l'entreprise chargée de la réalisation, était prévue pour la fin du mois en cours. Il a annoncé le démarrage des travaux, pour les deux opérations, dans les prochains jours, avec une réception program-

mée pour 2027. Quant au plan de circulation du chef-lieu de wilaya, le même responsable a indiqué que le projet démarrera incessamment pour une durée de réalisation de six (6) mois. Ce projet en question consiste à apporter des solutions techniques pour fluidifier la circulation au niveau de la ville de Bejaia, en révisant la circulation et la réglementation des stationnements, et en proposant la création de nouvelles voies et de plans de jalonnement. Le plan de transport de la wilaya, inscrit dans le cadre du programme centralisé, devrait être réceptionné dans un délai de 15 mois, a fait savoir M. Menhoudj, ajoutant que le projet porte sur la réorganisation du transport public de voyageurs sur les différentes dessertes, notamment rurales, intercommunales, urbaines et interwilayas. Par ailleurs, le secteur des transports a déjà bénéficié d'opérations d'étude de 10 stations urbaines à travers la wilaya, pour un montant global estimé à près de 38 millions DA, a-t-il noté.

Il est question de la réalisation d'une gare routière de type B dans la commune d'Akbou, d'une station urbaine au niveau de la cité 3.200 logements à Ighzer Ouzarif, dans la commune d'Oued Ghir, ainsi que l'élaboration du plan de circulation de la ville



COMMUNES DE MECHERIA ET AÏN SEFRA À NÂAMA

Un programme d'aménagement extérieur et d'amélioration urbaine

La mise en œuvre d'un programme d'aménagement extérieur et d'amélioration urbaine se poursuit dans plusieurs quartiers des communes de Mechéria et Aïn Sefra, dans la wilaya de Nâama, pour une enveloppe financière dépassant 1 milliard de dinars, a-t-on appris auprès de la direction de l'Urbanisme, de l'Architecture et de la Construction (DUC) de la wilaya. La DUC supervise la réalisation de plusieurs opérations ayant atteint « un stade avancé d'exécution ». A l'avenue de l'Indépendance, dans la commune de Mechéria, les travaux d'aménagement et de revêtement de la chaussée de 7 km de routes ont été achevés, en plus de l'installation de l'éclairage public, la réalisation de trottoirs, la création d'aires de jeux et d'espaces verts, ainsi que d'autres travaux d'amélioration urbaine, a souligné le directeur de wil-

aya de l'Urbanisme, de l'Architecture et de la Construction, Belaïmèche Mebarek . D'autres opérations, d'un montant de 300 millions de dinars, ont été inscrites dans le cadre de la deuxième tranche du même programme. Elles concernent l'aménagement du quartier Belkham-Ramdane et d'une place adjacente au CEM Kamal-Ramdane, des travaux d'amélioration urbaine au niveau de la rue Emir Abdelkader, l'aménagement de trois carrefours giratoires, ainsi que la plantation d'arbres ornementaux et la mise en place d'un réseau d'irrigation goutte-à-goutte le long du dédoublement de la route nationale RN 6 traversant la ville de Mechéria, selon le responsable. Dans la commune d'Aïn Sefra, les opérations d'amélioration urbaine, dont le coût dépasse également 300 millions de dinars, portent sur l'aménagement de l'avenue Colonel Lotfi, la route prin-

cipale à double voie menant à l'entrée sud, la rocade, le quartier 19 Mars et la route de Béchar. Ces travaux comprennent la réhabilitation des routes, l'aménagement des places publiques, l'installation de l'éclairage public, le pavage des trottoirs, la mise en place de bancs en béton, l'installation d'un système d'irrigation goutte-à-goutte pour le gazon naturel, ainsi que la création d'espaces de loisirs en milieu urbain, selon la même source. Ces efforts s'inscrivent dans le cadre d'un programme de réhabilitation des espaces publics et d'aménagement de sites au niveau des principaux quartiers. Ils se poursuivent avec la participation d'associations environnementales pour la plantation d'arbres ornementaux et d'artistes peintres chargés de réaliser des fresques murales sur certaines façades d'établissements éducatifs et sportifs, a-t-on ajouté.



ILLIZI  
Plus de 1.700 oiseaux aquatiques recensés cet hiver

Plus de 1.770 oiseaux migrateurs aquatiques de 18 espèces différentes, ont été dénombrés par les ornithologues, lors du recensement hivernal (18-31 janvier 2026), à travers les zones humides et plans d'eau de la wilaya d'Illizi, a-t-on appris dimanche auprès de la Conservation locale des forêts. Effectué au niveau des plans d'eau, ce recensement de la richesse avifaune migratrice a permis de répertorier diverses espèces d'oiseaux, à leur tête les canards, la cigogne blanche, ainsi que d'autres espèces, dont le canard colvert, le foulque macroule, l'aigrette et le héron cendré, a indiqué la conservatrice des forêts d'Illizi, Nora Haddouchi. Mme Haddouchi a signalé l'observation, pour la première fois, à Illizi, du cormoran, en sus d'autres nouvelles espèces, état de fait qui reflète l'amélioration du cadre environnemental et le développement de la biodiversité locale. Ces résultats, a-t-elle expliqué, traduisent l'importance des efforts continus dans le contrôle et la préservation des zones humides, au regard de leur rôle dans la préservation de la biodiversité et de l'avifaune migratrice.

RENFORCEMENT DU SECTEUR DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Divers projets lancés à El-Meniaa

Le secteur de la jeunesse et des sports dans la wilaya d'El-Meniaa a bénéficié d'une série de projets visant à promouvoir la pratique des activités sportives et juvéniles, a-t-on appris lundi de la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS). Il s'agit, entre autres, de la réalisation d'une piste d'athlétisme et de l'aménagement d'une piscine de proximité dans le quartier de Belbachir, au chef-lieu de wilaya, ainsi que du revêtement du terrain du stade du vieux ksar d'El-Meniaa en pelouse artificielle, a indiqué le directeur du secteur, Abdelkader Zengat. Des travaux de réalisation d'un nouveau stade dans la commune de Hassi-Lafhel sont en cours, tandis qu'un projet de piscine semi-olympique (25 mètres) est en phase d'évaluation, a-t-il ajouté, signalant que le secteur prévoit

également la réalisation de deux salles omnisports dans la même collectivité locale et la nouvelle ville d'El-Meniaa. Parmi les projets retenus pour l'exercice 2026 figurent la réalisation d'un institut national de formation en sciences et technologies du sport et d'un stade de 5.000 places dans la nouvelle ville, en plus de six (6) stades de proximité et quatre (4) boulodromes à travers les trois communes que compte la wilaya, selon la DJS. Le parc des infrastructures sportives de la wilaya s'est renforcé, notamment par une piscine semi-olympique au chef-lieu et une autre de proximité dans la localité de Hassi Ghanem, située à 60 km au Nord d'El-Meniaa. En outre, une installation similaire dans le quartier de Taghit et un siège de l'Office des établissements de jeunes (ODEJ) à El-Meniaa ont été réalisés, a-t-on ajouté

de même source. Le secteur s'est vu accorder d'autres projets financés par la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (CSG-CL), comprenant l'achèvement de la seconde tranche de réalisation des tribunes du stade de Hassi El-Gara et la réalisation de la première tranche des tribunes du stade d'Adriane, d'une maison de jeunes dans la localité de Hassi Ghanem et d'une piste équestre au niveau du quartier d'Ouled Fradj, dont l'appel d'offres a déjà été lancé en attendant la désignation des entreprises réalisatrices. Ces projets s'inscrivent dans les efforts déployés par l'Etat pour consolider le secteur de la jeunesse et des sports en infrastructures et espaces adaptés aux activités sportives et celles destinées à la jeunesse, a-t-on souligné.



## Méningite

# Comment reconnaître les signes de cette maladie

PAR AMEL B

L'épidémie de méningites qui sévit actuellement au Royaume-Uni remet la maladie sous les projecteurs suscitant une vive inquiétude et remet au premier plan les questions liées aux modes de transmission de cette infection potentiellement grave. Si la maladie peut être d'origine virale ou bactérienne, sa propagation repose le plus souvent sur des mécanismes discrets mais efficaces, notamment par les gouttelettes respiratoires émises lors de la toux, des éternuements ou même de simples conversations rapprochées. Cette réalité rend les environnements collectifs — écoles, universités, transports ou lieux de vie partagés — particulièrement propices à la diffusion de l'agent infectieux. Dans le cas des méningites bactériennes, les plus redoutées, certaines personnes peuvent être porteuses saines de la bactérie au niveau de la gorge sans présenter de symptômes, tout en étant capables de la transmettre. Ce phénomène complique la détection et favorise une circulation silencieuse du pathogène au sein de la population. La promiscuité, les contacts étroits et répétés, ainsi que des facteurs comme la fatigue ou une immunité affaiblie, peuvent accroître le risque de contamination. Cette situation épidémique relance également les interrogations sur la prévention, en particulier le rôle de la vaccination et des mesures barrières. Elle rappelle surtout l'importance d'une vigilance accrue face aux premiers signes de la maladie, afin de permettre une prise en charge rapide et de limiter les chaînes de transmission. La méningite, inflammation des méninges — ces fines membranes qui enveloppent le cerveau et la moelle épinière — demeure une pathologie aussi redoutée que mal comprise. Derrière ce terme générique se cachent des réalités très différentes, allant d'affections bénignes à des urgences vitales. Lorsque l'inflammation s'étend au cerveau, on parle alors de méningo-encéphalite, une forme plus sévère encore. Selon la rapidité d'évolution, la maladie peut être aiguë, apparaissant en quelques heures ou jours, subaiguë sur plusieurs semaines, ou plus rarement chronique, s'installant sur plus d'un mois. Mais quelle que soit sa forme, la méningite impose une vigilance immédiate. Dans la majorité des cas, la méningite est d'origine virale.

### Inflammation des méninges : une menace souvent méconnue

Très répandue, elle est généralement liée à des virus courants comme les entérovirus, responsables d'infections souvent bénignes. D'autres maladies virales, telles que la varicelle, la rougeole ou encore l'herpès, peuvent également en être à l'origine, en particulier chez les personnes fragilisées. Le plus souvent, ces formes virales évoluent favorablement : les patients guérissent en quelques jours, sans séquelles, avec un traitement limité à la prise en charge des symptômes. À l'opposé, les méningites bactériennes, bien que moins fréquentes, constituent de véritables urgences médicales. Elles surviennent parfois à la suite d'infections courantes des voies respiratoires

*L'épidémie de méningite qui touche actuellement le Royaume-Uni ravive les inquiétudes sanitaires sur cette maladie potentiellement grave. Les autorités sanitaires britanniques ont indiqué que le nombre de cas répertoriés est monté à 34, suite à cinq nouveaux cas confirmés le samedi 21 mars 2026, soulignant que l'épidémie a déjà fait deux victimes, et que plus de 300 cas contacts ont été répertoriés.*



ou ORL — angine, sinusite, pneumonie — lorsque les bactéries franchissent la barrière sanguine pour atteindre le liquide céphalorachidien. Parmi les agents en cause figurent notamment le pneumocoque, le méningocoque ou encore la listéria. L'évolution peut être fulgurante : en l'absence d'un traitement rapide, l'infection peut se généraliser, provoquer une septicémie, atteindre le cerveau et entraîner des séquelles neurologiques graves, voire le décès. Plus rares, les méningites d'origine fongique ou parasitaire concernent principalement les personnes immunodéprimées. Elles sont dues à des micro-organismes opportunistes, comme certains champignons ou parasites, et nécessitent des traitements spécifiques. D'autres causes existent également, notamment après une intervention chirurgicale, un traumatisme crânien, certaines maladies chroniques ou encore la prise de médicaments particuliers. Les signes cliniques de la méningite doivent alerter sans délai. La maladie associe généralement un syndrome infectieux — fièvre élevée, maux de tête intenses, vomissements — à un syndrome méningé caractérisé par une raideur de la nuque, une sensibilité accrue à la lumière ou au bruit, et des troubles de la conscience. Dans les formes graves, des convulsions, une confusion profonde, voire un coma peuvent survenir. L'apparition de taches rouges sur la peau, appelées purpura, constitue un signal d'alarme majeur. Chez les nourrissons, les symptômes sont souvent atypiques : irritabilité, refus de s'alimenter, somnolence inhabituelle ou teint anormal doivent conduire à une consultation en urgence.

### Prévention, vigilance et signes d'alerte

Le diagnostic repose sur un examen médical approfondi, complété par une ponction lombaire, geste clé qui permet d'analyser le liquide céphalorachidien et d'identifier l'origine de l'infection. Des examens complémentaires, comme des analyses sanguines ou une imagerie cérébrale, peuvent affiner le diagnostic et évaluer d'éventuelles complications. La prise en charge dépend de la cause. Les méningites virales ne nécessitent généralement pas de traitement spécifique, hormis des soins de soutien. En revanche, les formes bactériennes imposent une hospitalisation immédiate et l'administration d'antibiotiques en urgence, souvent avant même l'identification précise du germe. Des corticoïdes peuvent être associés pour limiter l'inflammation. Malgré une prise en charge adaptée, des séquelles — troubles auditifs, neurologiques ou cognitifs — peuvent persister. Face à cette maladie potentiellement grave, la prévention joue un rôle essentiel. La vaccination constitue aujourd'hui l'arme la plus efficace, notamment contre les principales bactéries responsables comme les méningocoques, le pneumocoque ou *Haemophilus influenzae*. Elle concerne en priorité les nourrissons, mais aussi les adolescents et certaines populations à risque. Si la méningite virale est le plus souvent bénigne, sa forme bactérienne rappelle que derrière des symptômes parfois banals peut se cacher une urgence vitale. Une reconnaissance rapide des signes et une prise en charge immédiate restent les clés pour en limiter les conséquences.

## Oran

2e journée de l'AMGO les 30 avril et 1er mai prochains

Quelque 500 praticiens des différents établissements sanitaires du pays prendront part à la 2ème journée de l'Association des Médecins Généralistes/médecins de famille d'Oran (AMGO), qui se tiendra les 30 avril et 1er mai à Oran, a-t-on appris auprès de cette association. Cette initiative constitue une opportunité privilégiée pour partager les travaux, enrichir les échanges interdisciplinaires et contribuer à l'amélioration continue de cette pratique médicale, a-t-on indiqué de même source. Plusieurs thématiques majeures seront abordées lors de cette manifestation scientifique, à savoir « les pathologies courantes », « la gériatrie et soins palliatifs » et « la médecine esthétique et bien-être ». L'Association des Médecins Généralistes Médecins de Famille d'Oran (AMGO) a pour objectifs de revaloriser la profession du médecin généraliste, le développement professionnel continu (DPC), la promotion et la coordination de toutes les actions avec les professionnels de santé, toutes spécialités confondues. Elle ambitionne également, l'organisation de conférences, de manifestations scientifiques et de formations, la recherche et la publication de tous travaux scientifiques, la collaboration avec les associations de médecine générale nationales et internationales, ainsi que l'action envers le grand public dans le cadre du dépistage et de la prévention des maladies transmissibles et chroniques.

## Sécurité routière

# Des actions de sensibilisation à travers le pays

Des sorties de terrain et des activités de sensibilisation à la sécurité routière ont été organisées durant les jours de l'Aïd El-Fitr à travers les différentes wilayas du pays dans le but de renforcer la culture préventive et de réduire les accidents de la circulation, indique, lundi, un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. « En application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, visant à renforcer la prévention des accidents de la route et à ancrer la culture de la sécurité routière, et dans le cadre de la campagne nationale de sensibilisation, orga-

nisée à l'occasion de l'Aïd El Fitr, des sorties de terrain et des activités de sensibilisation ont été organisées à travers les wilayas du pays», lit-on dans le communiqué. Ces actions ont concerné « les routes, les barages de sécurité et les gares routières de transport de voyageurs dans le but d'assurer des déplacements sécurisés aux citoyens en cette occasion », ajoute la même source. La Délégation nationale à la sécurité routière a supervisé l'organisation de campagnes de sensibilisation au profit des conducteurs de véhicules de transport multimodal, notamment le transport de voyageurs, au cours desquelles « des conseils et des orientations ont été donnés quant à l'importance de res-

pecter le code de la route et d'éviter l'excès de vitesse et les dépassements dangereux ». Dans le même cadre, « l'importance d'observer des repos suffisants a été soulignée, notamment compte tenu de l'augmentation des déplacements pendant la période de l'Aïd, outre l'obligation de respecter les conditions de sécurité professionnelle pour les conducteurs », ajoute le communiqué. Cette opportunité a également été mise à profit pour « communiquer directement avec les usagers de la route, en distribuant des dépliants de sensibilisation, avec la participation des différents intervenants, tels que les services de sécurité, la Protection civile, les Scouts musulmans algériens (SMA) et des organisa-

tions de la société civile, dans le cadre d'une approche participative visant à instaurer la culture de la sécurité routière fondée sur la prévention et la responsabilité ». Il s'agit également de « l'importance de sensibiliser les conducteurs quant à la nécessité d'obtenir le certificat d'aptitude professionnelle à la conduite, condition indispensable pour exercer l'activité de transport de passagers et garantie pour l'acquisition des compétences nécessaires à une conduite sûre et à la maîtrise des différentes situations de la route, contribuant ainsi à rehausser le niveau de professionnalisme et à réduire les accidents de la route », selon la même source.



CUBA  
RETOUR  
PROGRESSIF DE  
L'ÉLECTRICITÉ  
APRÈS UNE «  
PANNE TOTALE »

Les autorités cubaines ont commencé dimanche à rétablir l'électricité dans le pays, après une deuxième panne nationale de courant en moins d'une semaine sur l'île. Les deux tiers de La Havane avaient à nouveau du courant dans l'après-midi, a annoncé la compagnie électrique de la capitale cubaine, au lendemain d'une « panne totale » du réseau électrique national annoncée sur les réseaux sociaux par le ministère de l'Energie. Cette coupure est la septième en près d'un an et demi sur l'île, qui compte près de 10 millions d'habitants. Selon la compagnie d'électricité du pays, l'arrêt d'une unité de la centrale thermique de Nuevita (centre) a provoqué « un effet domino sur les machines qui étaient en service », et aboutit à la déconnexion du réseau électrique national.

SLOVÉNIE  
LE PARTI DU  
PREMIER  
MINISTRE  
REMORTE  
LES ÉLECTIONS  
LÉGISLATIVES

Le Mouvement pour la liberté (GS) du premier ministre slovène, Robert Golob, a remporté les élections à l'Assemblée nationale (chambre basse du parlement), ont rapporté lundi des médias. Le parti a rassemblé 28,6% des voix, a indiqué la Commission électorale du pays, après le dépouillement de 99,85% des bulletins. Le Parti démocratique slovène (SDS) de Janez Jansa occupe la deuxième place avec 28% des voix. Ce scrutin permettra de renouveler les 90 membres de l'Assemblée nationale de la Slovénie. L'Assemblée nationale est la chambre basse du Parlement bicaméral du pays. Elle est composée de 90 députés élus pour quatre ans, dont 88 au scrutin proportionnel plurinominal. Ce pays de l'Europe de l'est compte 2,1 millions d'habitants.

COLOMBIE  
UN AVION  
MILITAIRE  
S'ÉCRASE AU  
DÉCOLLAGE

Un gros avion de l'armée s'est écrasé au décollage lundi dans le sud de la Colombie, sans que le nombre de victimes ne soit pour l'instant connu, a annoncé le ministère colombien de la Défense. Le ministère a fait savoir avec « une profonde douleur », qu'un avion Hercules de l'armée colombienne « a subi un tragique accident lors de son décollage (...) alors qu'il transportait des troupes », à Puerto Leguizamo, près de la frontière avec l'Equateur. L'appareil peut transporter une centaine de soldats.

PLUIES DILUVIENNES AU KENYA

81 morts depuis début  
mars

Des crues soudaines ont par ailleurs frappé plusieurs zones, déplaçant environ 2.690 familles et causant d'importants dégâts aux infrastructures et aux biens.



Au moins 81 personnes ont trouvé la mort début mars, dans les intempéries au Kenya, où des pluies torrentielles sont à nouveau tombées ce week-end, selon un bilan rendu public dimanche par les autorités locales. La capitale Nairobi demeure la région la plus touchée avec 37 victimes, a indiqué le porte-parole de la police nationale kényane, Muchiiri Nyaga dans un communiqué. « Des crues soudaines ont par ailleurs frappé plusieurs zones, déplaçant environ 2.690 familles et causant d'importants dégâts aux infrastructures et aux biens », a-t-il ajouté. Les autorités ont appelé vendredi les riverains de plusieurs bidonvilles en aval du barrage de Nairobi à évacuer en raison d'un « risque imminent d'inondation lié à la montée des niveaux d'eau dans le réservoir qui menacent de rompre la digue », selon un avis cité par des médias locaux. Selon la chaîne privée kényane Citizen TV, deux personnes ont été tuées ce week-end dans des glissements de terrain survenus dans le village de Kasaka (ouest) où de nombreuses habitations ont été ensevelies. Les autorités ont appelé vendredi soir les riverains de plu-

sieurs bidonvilles en aval du barrage de Nairobi à évacuer en raison d'un « risque imminent d'inondation lié à la montée des niveaux d'eau dans le réservoir qui menacent de rompre la digue », selon un avis cité par des médias locaux. L'infrastructure résiste pour l'heure. Mais à Kiambu, dans un faubourg situé au nord de la capitale, deux personnes sont mortes noyées lors de crues dans la nuit de samedi à dimanche, ont précisé des médias. Selon la chaîne privée kényane Citizen TV, deux personnes ont aussi été tuées ce week-end dans des glissements de terrain survenus dans le village de Kasaka (ouest) où de nombreuses habitations ont été ensevelies. Des crues soudaines ont aussi déplacé des milliers de foyers et causé d'importants dégâts aux infrastructures et aux biens. « Les eaux déchaînées de la rivière Sondu Miriu ont débordé, forçant plus de 3.000 familles à se déplacer », se désole Seth Oluoch Agwanda, 57 ans, chef de la localité de Nyakach, dans le comté de Kisumu (ouest), qui borde le Lac Victoria. « Nous avons perdu de nombreuses terres agricoles à cause de l'érosion massive, et les cultures que nous avions semées », a-t-il ajouté.

RENFORCEMENT DES  
LIENS SÉCURITAIRES  
L'UE ET L'AUSTRALIE  
SIGNENT UN ACCORD  
COMMERCIAL

L'Union européenne et l'Australie ont dit mardi avoir signé un accord commercial, une annonce qui marque la conclusion de plusieurs années de négociations et intervient alors que le bloc communautaire cherche à diversifier ses marchés d'exportation et à étendre ses liens au-delà de ses partenaires traditionnels. Bruxelles et Canberra ont également conclu un partenariat en matière de sécurité et de défense destiné notamment à renforcer

AFRIQUE SUD  
DÉCÈS DU MILITANT ANTI-  
APARTHEID SUD-AFRICAIN  
NICHOLAS HAYSOM

Le militant anti-apartheid sud-africain, Nicholas Haysom, qui avait été sollicité par Nelson Mandela pour aider à rédiger la nouvelle constitution du pays, est décédé à l'âge de 73 ans, ont rapporté dimanche des médias. Après avoir occupé des postes de haut niveau dans la promotion des droits de l'homme en Afrique du Sud, Haysom a mené une brillante carrière de diplomate à l'ONU, intervenant dans des zones de conflit allant de l'Afghanistan et de l'Irak à la Somalie et au Soudan du Sud. Sa fille, Rebecca Haysom, a déclaré aux médias qu'il était décédé mardi dernier à New York « après un long et courageux combat contre des complications cardiaques et pulmonaires ». Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a déclaré que M. Haysom « a consacré sa vie à la justice, au dialogue et à la réconciliation ». « Le Secrétaire général l'a décrit comme un juriste intègre, un artisan de la paix infatigable et un défenseur inébranlable des valeurs des Nations Unies. Dans chacune de ses missions, il alliait une profonde expertise juridique à un jugement politique avisé et à un dévouement sans faille à l'amélioration des conditions de vie des populations », a déclaré Farhan Haq, porte-parole adjoint du Secrétaire général des Nations Unies. La Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) a annoncé jeudi le décès de son chef, Nicholas Haysom, le décrivant comme un dirigeant de principes qui a consacré sa vie à la paix et à la justice. La Mission a décrit le défunt comme un « médiateur chevronné, un diplomate et un expert constitutionnel » qui a joué un rôle clé dans la promotion des processus de paix et des réformes de la gouvernance dans certains des environnements les plus difficiles au monde. Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, ancien militant anti-apartheid, a déclaré que le pays pleurerait « un diplomate éminent et un pionnier de notre administration démocratique dont l'engagement en faveur de la justice et de la paix a rendu notre pays, notre continent et le monde meilleurs ». Haysom a précédemment occupé le poste de Représentant spécial de l'ancien Secrétaire général Ban Ki-moon auprès de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Il a également travaillé pendant de nombreuses années comme Directeur des affaires politiques, du maintien de la paix et des affaires humanitaires au sein du bureau de l'ancien SG de l'ONU à New York et a passé deux ans au Bureau des Nations Unies en Irak. Avant de rejoindre l'ONU, il a participé aux pourparlers de paix au Burundi (1999-2002) et a été conseiller lors des pourparlers de paix au Soudan (2002-2005).

leur « coordination sur des priorités stratégiques » et à accroître leur coopération sur la sécurité maritime, la cybersécurité et les ingérences étrangères. Aux termes de l'accord commercial, les droits de douane australiens vont être supprimés pour la quasi-totalité des produits en provenance de l'UE, avec pour effet d'éliminer un milliard d'euros de taxes douanières par an pour les entreprises, a déclaré la Commission européenne.

ÉTATS-UNIS

Explosion dans une raffinerie au  
Texas

Une explosion a été signalée dans une raffinerie de pétrole à Port Arthur, au Texas. Selon le département de police de Port Arthur, l'incident s'est produit dans une installation appartenant à la société Valero Energy, provoquant un important incendie. La maire de Port Arthur, Charlotte M. Moses, a indiqué qu'aucune personne n'avait été blessée et que les équipes des pompiers avaient été dépêchées sur place pour maîtriser le feu. Les autorités ont demandé aux habitants de la partie ouest de la ville de rester confinés pour des raisons de sécurité. La cause de l'explosion n'a pas encore été déterminée. Des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux montrent d'épaisses fumées s'élevant de la raffinerie. Selon le site internet de Valero Energy, l'installation emploie environ 770 personnes et peut traiter quotidiennement environ 435 000 barils de pétrole. Suite à cette explosion, Valero Energy Corp a procédé à la mise à l'arrêt de sa raffinerie. Les services de gestion des urgences de la ville de Port Arthur ont immédiatement émis un ordre de confinement « pour garantir la sécurité de tous les résidents des environs compte tenu de la récente explosion à la raffinerie Valero ». La fermeture de la raffinerie a été jugée nécessaire pour circonscrire le sinistre, qui continuait de faire rage près de cinq heures après l'explosion survenue vers 19h30 CDT lundi (00h30 GMT mardi), ont indiqué les sources. Le site a subi une rupture d'approvisionnement en eau et en vapeur alors que les pompiers s'efforçaient de maîtriser les flammes. La raffinerie Valero de Port Arthur, la plus importante du groupe, est située à 139 km à l'est de Houston.



## Farès Chaïbi affiche ses ambitions

Farès Chaïbi s'est exprimé sur sa saison, ses axes de progression et ses objectifs avec la sélection nationale. Le milieu offensif de l'Eintracht Francfort trace une trajectoire claire : progresser encore, pour viser les sommets. Revenant d'abord sur le mois de Ramadan, le joueur évoque des conditions plus favorables que les années précédentes, avec des journées de jeûne moins éprouvantes. Un détail qui, sans être déterminant, contribue à une meilleure gestion de l'effort. Sur le plan sportif, le discours est plus introspectif. Moins utilisé en début de saison, Chaïbi reconnaît une concurrence accrue, mais souligne une montée en puissance récente. À huit journées de la fin, il affiche une détermination intacte, porté par une exigence personnelle élevée. Pour lui, les statistiques ne sont pas une finalité, mais un indicateur de progression, une preuve que le travail engagé produit ses effets, sans pour autant satisfaire pleinement ses ambitions. Spécialiste des coups de pied arrêtés, il insiste sur l'importance croissante de ces phases de jeu dans le football moderne. Un secteur qu'il considère comme un levier stratégique, notamment dans les rencontres fermées, et qu'il continue de peaufiner. Mais c'est en évoquant la scène internationale que son discours prend une autre dimension. Porter les couleurs de l'Équipe nationale de football sur la plus grande des scènes reste un objectif majeur. La perspective de disputer une Coupe du Monde de la FIFA nourrit clairement ses ambitions, même s'il veille à rester focalisé sur le présent. Lucide, discipliné et résolument tourné vers l'avenir, Chaïbi incarne cette nouvelle génération prête à franchir un cap, aussi bien en club qu'en sélection.

R.S.

## Équipe nationale de football

# En Italie pour peaufiner les derniers réglages

*La sélection nationale a entamé, en début de semaine, son stage de préparation en Italie, une étape décisive dans la perspective du Mondial. Installés à Turin, les Verts vont ponctuer ce regroupement par deux rencontres amicales relevées face au Guatemala et à l'Uruguay, prévues respectivement le 27 mars au stade Luigi Ferraris de Gênes et le 31 mars à l'Allianz Stadium de Turin. Deux rendez-vous importants pour évaluer le degré de préparation du groupe et peaufiner les derniers ajustements.*

Sous la houlette du sélectionneur national Vladimir Petkovic, les internationaux algériens ont effectué une première séance d'entraînement en fin d'après-midi au centre de formation de la Juventus à Vinovo. Le staff technique a opté pour une gestion différenciée de la charge de travail, en répartissant l'effectif en deux groupes. Les joueurs récemment sollicités en club ont suivi un programme allégé axé sur la récupération, tandis que le reste du groupe a travaillé plus intensément durant un peu plus d'une heure. Ce stage italien représente un tournant majeur dans la préparation des Verts. Il s'agit de la dernière phase avant le grand rendez-vous mondial et d'une opportunité pour le sélectionneur d'arrêter ses choix définitifs. La liste de 27 joueurs retenue pour ce

regroupement traduit d'ailleurs une volonté claire d'assumer des décisions fortes. L'absence du vétéran Baghdad Bounedjah, officiellement justifiée par des motifs disciplinaires, a suscité de nombreuses réactions, même si la communication autour de ce dossier est restée mesurée. Un message sans équivoque envoyé par Petkovic, déterminé à instaurer un cadre rigoureux et une concurrence équitale.

Parallèlement, ce rassemblement est également placé sous le signe du renouvellement. Le sélectionneur a fait appel à plusieurs nouveaux visages qu'il souhaite observer de près avant le Mondial. C'est notamment le cas du jeune Ashraf Abada, récemment engagé par l'USM Alger, convoqué pour la première fois. Le staff a également décidé de tester Farès Ghedjemis, attaquant évoluant en Serie B italienne, tout en actant le retour de Chiakha, appelé à se relancer dans un contexte international exigeant.

Sur le plan physique, quelques incertitudes demeurent. Arrivé diminué, Anis Hadj Moussa n'a pas participé à la première séance, tout comme Hicham Boudaoui, préservé en raison d'un état grippal. Leur évolution sera suivie avec attention par le staff médical, d'autant plus que les deux matchs amicaux nécessiteront une gestion fine de l'effectif.

**Hadj Moussa et Zidane en évidence avant le regroupement**

Avant de rejoindre le stage des Verts, Anis Hadj Moussa et le gardien Luca Zidane ont affiché des signaux encourageants avec leurs clubs respectifs. Sous les couleurs du Feyenoord, l'attaquant algérien a livré une prestation intéressante face à l'Ajax Amsterdam. Très remuant sur son flanc droit, il a multiplié les initiatives offensives et mis en difficulté la défense adverse, passant tout près d'obtenir un penalty sur une action litigieuse.

La rencontre s'est achevée sur un score de parité (1-1), laissant inchangé le classement derrière le leader PSV Eindhoven, avec Feyenoord, NEC Breda et l'Ajax au coude-à-coude.

De son côté, Luca Zidane a signé une prestation rassurante avec le Granada CF face à la réserve de la Real Sociedad. Auteur d'un clean-sheet lors de cette victoire 2-0 à l'extérieur, le portier algérien s'est distingué par plusieurs arrêts déterminants, confirmant un regain de confiance bienvenu à l'approche des échéances internationales.

Ainsi, ce stage en Italie s'annonce comme un passage clé pour la sélection nationale. Au-delà des deux matchs amicaux, les Verts jouent une dynamique collective, une crédibilité retrouvée et, surtout, les dernières certitudes indispensables avant le Mondial.

H.M.



## Judo / Open de Dakar

# 31 athlètes au rendez-vous

La sélection algérienne seniors (messieurs et dames) de judo sera engagée avec 31 athlètes dans l'édition 2026 de l'Open de Dakar, prévue le 29 mars dans la capitale sénégalaise, selon la liste d'admission dévoilée lundi par les organisateurs.

Chez les messieurs, la Direction technique nationale (DTN) de la Fédération algérienne de judo a retenu Mounir Benyahia (-60 kg), Younès Ben Laribi (-60 kg), Kais Moudetere (-66 kg), Ayoub Ben Laribi (-73 kg), Houd Zourdani (-73 kg), Djeddi Oussama (-73 kg), Dris Messaoud (-73 kg), Oussama Hezil (-73 kg), Ahmed Rebahi (-81 kg), Abdelmoumène Haouam (-81 kg), Mohamed Bakhti (-81 kg), Abdeslam Belbelhout (-81 kg), Sid Ali Benaboura (-90 kg), Mohamed Dif (-90 kg), Lokmane Daroul (-90 kg), Oussama Kabri (-90 kg), Rayane Benatia (-100 kg), Abdolkader Lakhal (-100 kg), Mohamed El Mahdi Lili (+100 kg) et Samir Moulla (+100 kg). Chez les dames, les couleurs nationales seront représentées par Rahma Ghalima (-48 kg), Houaria Kaddour (-48 kg), Lycia Guebli (-52 kg), Nourhane Ghazali (-57 kg), Dounia Berrahouel (-57 kg), Amina Berrahouel (-57 kg), Khadija Bekheira (-57 kg), Yasmine Djellab (-63 kg), Amina Rezzoug (-70 kg), Lydia Kechout (-78 kg) et Dyhia Benchalal (+78 kg).

D'après les organisateurs, 167 judokas (106 messieurs et 61 dames), représentants de 29 pays de quatre continents, ont confirmé leur participation à ce tournoi, prévu en une seule journée, le 29 mars. Avec ses 31 judokas, l'Algérie sera le pays le mieux représenté, devant le Sénégal (26), l'Angola (14) et le Niger (13), au moment où certaines nations comme la Roumanie, l'Afrique du Sud, le Mali et le Bénin n'ont engagé qu'un seul athlète.

## Ligue 1 Mobilis - Matches en retard

# Une soirée à forts enjeux pour le CRB et l'USMA

La Ligue 1 Mobilis sera sous les projecteurs ce mercredi à l'occasion de la mise à jour du calendrier, avec deux matchs en retard comptant pour la 16e journée. Deux affiches très attendues qui pourraient avoir un impact direct sur la hiérarchie du championnat. L'USM Alger accueillera la JS Kabylie au stade du Stade du 5 Juillet, tandis que le CR Belouizdad recevra le leader, le MC Alger, au Stade Nelson Mandela, dans un derby algérois programmé à huis clos. Qualifié récemment pour les demi-finales de la Coupe de la CAF, le CR Belouizdad entend surfer sur cette dynamique positive pour se relancer en championnat.

Les Rouge et Blanc voient dans cette confrontation face au leader une opportunité idéale pour réduire l'écart au classement et affirmer leurs ambitions. Les hommes de Ramovic savent toutefois qu'ils auront affaire à un adversaire déterminé, le Doyen cherchant à prendre sa revanche après son élimination en Coupe face à ce même rival. Le MC Alger, de son côté, se présente avec un capital confiance renforcé. Depuis le retour du technicien tunisien Ben Yahia à la tête de l'encadrement technique, les Vert et Rouge affichent un visage plus conquérant. Malgré l'absence de leur public, ils ambitionnent de

s'imposer au Nelson Mandela afin de conforter leur position de leader et de maintenir la pression sur leurs poursuivants.

Dans l'autre rencontre, l'USM Alger abordera son duel face à la JS Kabylie avec l'intention de confirmer sa bonne passe. Les Rouge et Noir, qualifiés eux aussi pour le dernier carré de la Coupe de la Confédération africaine, occupent actuellement la huitième place avec 29 points et aspirent à se rapprocher du haut du tableau. En face, la JSK traverse une zone de turbulences. Dixième avec 28 points, la formation kabyle reste marquée par une période difficile, accentuée par le récent limogeage de son en-

traîneur allemand Josef Zinnbauer.

Animés par un esprit de rachat, les Canaris tenteront de déjouer les pronostics et de ramener un résultat positif d'Alger. Une mission délicate face à une équipe usmiste en confiance et désireuse de confirmer sa montée en puissance sur la scène nationale.

Ces deux matchs en retard s'annoncent ainsi déterminants, aussi bien pour la course au titre que pour l'équilibre du classement. Une soirée capitale attend les quatre formations concernées, avec des enjeux sportifs majeurs à tous les étages.

H.M.



ITALIE

# Chiesa renvoyé par Gattuso

Le sélectionneur italien Gattuso est parfaitement conscient de la pression intense qui pèse sur son équipe alors qu'elle tente désespérément d'éviter un nouveau fiasco en qualifications. À l'approche d'un match décisif, l'entraîneur a exigé une concentration totale de la part de ses joueurs. «Il est indéniable qu'il y a de la nervosité», a-t-il admis. «Seul quelqu'un qui n'a pas de sang dans les veines ne la ressentirait pas.

Mais nous devons faire en sorte de transmettre beaucoup de positivité. Il n'y a pas d'excuses. Il ne sert à rien de se demander si nous aurions pu faire mieux. La seule chose à laquelle nous devons penser, c'est le match de jeudi. Oublions que nous avons remporté quatre Coupes du monde, deux Euro et un titre olympique. Pour nous, le seul match qui compte, c'est celui de jeudi. Tous les joueurs présents ici aujourd'hui savent ce pour quoi nous jouons et à quel point c'est important.» La nouvelle la plus surprenante en provenance du camp italien a été le départ soudain de Chiesa, d'autant plus que d'autres stars blessées sont restées avec le groupe pour maintenir le moral. Le sélectionneur s'est montré d'une honnêteté brutale quant aux raisons pour lesquelles l'ailier, qui avait fait son retour tant attendu après avoir décliné plusieurs convocations précédentes de Gattuso, a été le seul à être renvoyé à Merseyside. «Il avait quelques petits problèmes [physiques] et nous avons décidé qu'il était inutile qu'il reste», a-t-il expliqué.

**Renforcer la cohésion et éviter les sifflets**

Pressé de questions sur cette décision, il a révélé un problème plus profond concernant l'état de préparation du joueur: «Parce que tous les

joueurs n'ont pas le même état d'esprit. Quand j'entends dire que quelqu'un hésite, c'est là que je sais que je dois faire un choix. Nous l'avons décidé ensemble. Il sentait qu'il n'était pas à la hauteur et il est rentré chez lui. Je dois l'accepter.» Pour renforcer l'esprit d'équipe pendant cette période sans stage d'entraînement officiel, le staff technique a mis de côté les séances tactiques pour partager des dîners avec les joueurs à travers l'Europe. «Il n'y avait ni tableau blanc ni marqueurs. Nous n'étions pas là pour parler de football ou de tactique. Nous étions là pour renforcer la cohésion de l'équipe», a-t-il souligné. «J'ai vraiment beaucoup travaillé ces derniers mois pour apprendre à gérer l'adversité. Un événement isolé ne devrait pas changer la dynamique d'un match. Tout dépend de la façon dont on réagit et dont on le gère.» De plus, il a déplacé le match à Bergame pour échapper à l'atmosphère toxique du San Siro à Milan. «Dès la première passe ratée, on commence à entendre les sifflets. Alors que lorsque nous avons joué à Bergame, nous avons été acclamés à la mi-temps alors que le score était de 0-0. Ces choses-là fonctionnent par cycles. Quand je nous vois gagner dans d'autres sports, cela me motive. Cela me rend fier. Pour l'instant, notre histoire nous montre que nous traversons

une période difficile. Mais nous avons ici une grande chance d'atteindre notre objectif.»



FRANCE

# Lens ne décalera pas le match face au PSG

Pour gagner le championnat de France de football, le RC Lens et le PSG ne s'affrontent pas seulement sur un terrain. Un bras de fer est désormais lancé entre les deux clubs de Ligue 1 autour d'un calendrier. Lundi soir, la direction du RC Lens a en effet fait connaître son opposition à un report de son match contre Paris prévu dans trois semaines, invoquant son attachement «à l'équité, à la clarté des règles et au respect de tous les acteurs». Le choc de la 29e journée de Ligue 1 entre le leader parisien (60 points, avec un match en moins) et son dauphin lensois (59 points) est pour l'instant programmé le samedi 11 avril au stade Bollaert,

soit entre les quarts de finale aller et retour de Ligue des champions que le PSG jouera contre Liverpool. Avant son huitième de finale victorieux contre Chelsea, le club parisien avait par contre obtenu que la réception de Nantes lors de la 26e journée, qui intervenait entre ces deux rendez-vous européens, fut décalée. Le match a ainsi été reprogrammé le 22 avril, a annoncé lundi la Ligue de football professionnel. Espérant obtenir la même faveur avec Lens, le club de la capitale a demandé officiellement un report à la Ligue, a indiqué lundi soir une source proche du club, arguant que ce type de reprogrammation a été par le passé régulièrement mis en œuvre par la LFP au bénéfice

de différents clubs français engagés en compétitions européennes. Le PSG se conformera aux décisions des instances, a par contre insisté cette source tout en mettant en avant l'importance qu'il y a d'aborder ces sujets avec mesure et dans le cadre collectif qui régit le championnat de France. Mais pour le moment, Lens ne l'entend donc pas ainsi. Dans un communiqué diffusé lundi soir en réaction à «la multiplication récente de prises de parole, d'interventions et de suggestions diverses», la direction du club artésien a indiqué que «le Racing Club de Lens a, dès les premières sollicitations, fait connaître au Paris Saint-Germain son intention de ne pas voir cette date modifiée».

BRÉSIL

# Deux absences forfaits face à la France

Après celui du gardien Allison, la sélection du Brésil déplore deux nouveaux joueurs forfait pour les matchs contre la France et la Croatie les 27 et 31 mars: ceux des défenseurs Alex Sandro et Gabriel, annoncés lundi par la Fédération brésilienne de football (CBF). Alex Sandro, de Flamengo, s'est blessé à un muscle derrière la cuisse dimanche en championnat contre les Corinthians, a annoncé son club. Pour remplacer le latéral gauche, le sélectionneur italien de la Seleção Carlo Ancelotti a convoqué Kaiki, qui occupe le même poste au Cruzeiro. Le défenseur central d'Arsenal Gabriel s'est lui blessé au genou droit lors de la finale de la Coupe de la Ligue perdue contre Manchester City dimanche. Des examens médicaux ont «confirmé» que le joueur «n'est pas apte à disputer» ces matches, a précisé la CBF, qui ne fera appel à aucun joueur pour le remplacer. Alisson, le gardien de but de Liverpool, souffrant d'une gêne musculaire, avait déjà déclaré forfait vendredi, remplacé dans la liste par Hugo Souza, des Corinthians. Ces matches amicaux des Brésiliens aux Etats-Unis entrent dans le cadre de leur préparation au Mondial 2026 (11 juin-19 juillet en Amérique du Nord), où ils figurent dans le groupe C avec le Maroc, Haïti et l'Ecosse.



REAL MADRID

# Mbappé rassure sur sa blessure

Pendant des semaines, les rumeurs ont circulé. L'absence s'est installée, les doutes aussi. Et autour de Kylian Mbappé, les commentaires ont fini par prendre autant de place que sa blessure. Mais ce lundi 23 mars, l'attaquant français a voulu remettre les choses au clair: «J'ai entendu pas mal de choses fausses», a-t-il lâché, avant de trancher nettement: sa blessure au genou gauche, qui l'a éloigné des terrains près de deux mois, est désormais «derrière» lui. Depuis fin décembre 2025, Mbappé avait disparu des pelouses. Une absence longue pour un joueur habitué à enchaîner les matches, mais aussi difficile à vivre sur le plan personnel. «J'ai ressenti beaucoup de frustration, de colère et de l'inquiétude», reconnaît-il. Sans entrer dans les détails, il admet ne pas avoir traversé cette période «de la meilleure des manières», loin du rythme et des repères qui structurent habituellement son quotidien. L'attaquant du Real Madrid insiste toutefois sur un point: il a choisi de prendre le temps. Revenir progressivement, sans brûler les étapes. «Il y a quelques

années, j'aurais fait l'erreur de vouloir rejouer trop vite», explique-t-il, évoquant une gestion plus mesurée pour éviter toute rechute. Car en parallèle de sa convalescence, une autre séquence s'est jouée en dehors du terrain. Diagnostics improvisés, inquiétudes sur la gravité de la blessure, interrogations sur la suite de sa saison. Lui décrit une situation plus maîtrisée. Au pire, évoque-t-il, il s'agissait d'une «rupture partielle», qui l'aurait tenu éloigné des terrains jusqu'en avril. Rien, selon lui, qui remettait en cause ni la fin de saison avec le Real Madrid, ni la Coupe du monde à venir. «Il n'y a jamais eu débat», insiste-t-il. Aujourd'hui, le discours a changé. «Je n'ai plus rien», assure Mbappé, qui dit vouloir profiter de la trêve internationale pour retrouver du rythme et, surtout, redevenir décisif. Il a d'ailleurs déjà effectué un retour progressif sur les terrains ces derniers jours, avec une entrée en jeu face à l'Atlético Madrid et quelques minutes disputées en Ligue des champions contre Manchester City. Deux matches amicaux attendent les Bleus aux

Etats-Unis, face au Brésil puis à la Colombie. Et pour l'attaquant français, l'objectif est clair: tourner définitivement la page de ces dernières semaines. «On ne va pas là-bas en vacances», a-t-il prévenu, insistant sur l'importance de cette tournée pour préparer la Coupe du monde à venir.





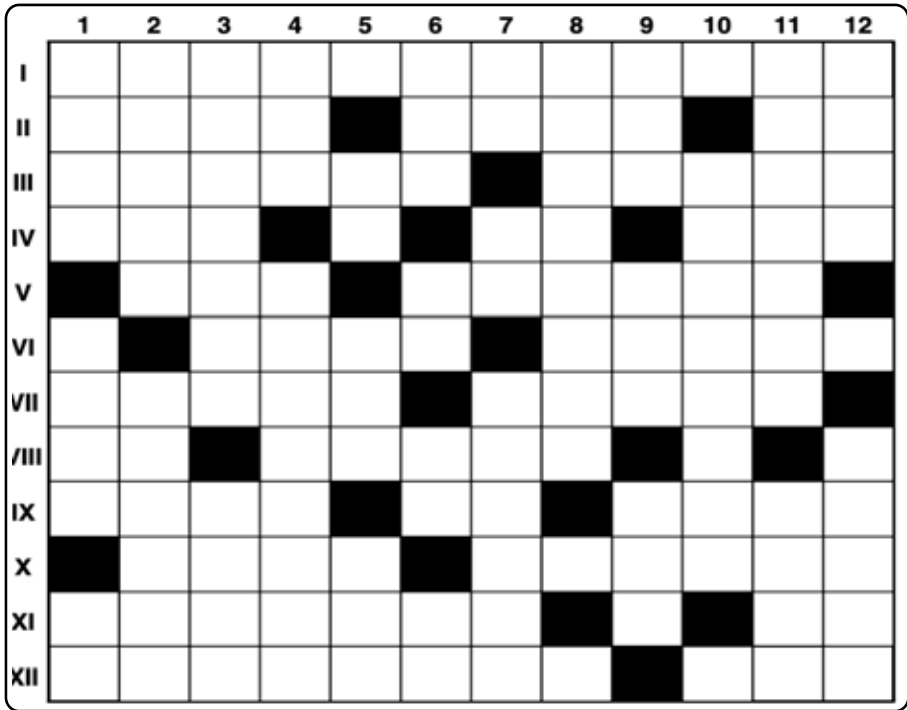
LES MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

I. Champion désigné porte-drapeau de l'équipe de France pour les JO d'hiver 2014. II. Un composant de l'urine. Abimas. Caprice d'enfant. III. Slalomeur qui fera partie de la délégation française. Etoffe. IV. Un ingrédient de base pour la neige de culture. Négation. A monter soi-même. V. Sans-abri. Patineur de vitesse français très prometteur. VI. Chapitre biblique. Pas un. VII. Blonde ou aux blanches mains. A quitté le droit chemin. VIII. Se jette dans l'Adriatique. Nationalité à l'honneur pour ces JO d'hiver 2014. IX. Se découvre à marée basse. Coutumes. A accueilli les JO d'hiver 1952. X. Couleur primaire. Diaprai. XI. Roi d'Egypte. Ça en fait, des belles médailles ! XII. Slalomeur qui fera partie de la délégation française. Tente le coup.

VERTICALEMENT

1. Discipline aux JO d'hiver. En snowboard, on n'en utilise que la moitié. Une discipline qui fut sport de démonstration aux JO d'Albertville. 2. Ville du Nord. Ville d'accueil des JO d'hiver 2014. 3. Une station de ski dans le Vercors. – Demande d'écoute. 4. A cours au Japon. Biathlète français médaillé d'argent à Vancouver 2010. 5. Chemin de randonnée. Situé au milieu. Presque noir. 6. Fait avancer la bête. Césium. Appris. Sans doublage. 7. Champion. Théâtre nippon. Entre les roues. 8. Discipline aux JO d'hiver. 9. Lettre grecque. Exécuta. Bête de jeu. 10. Discipline aux JO d'hiver. 11. Sous-entend. A pour capitale Vientiane. 12. Discipline aux JO d'hiver. Une mer qu'aborde Sotchi.



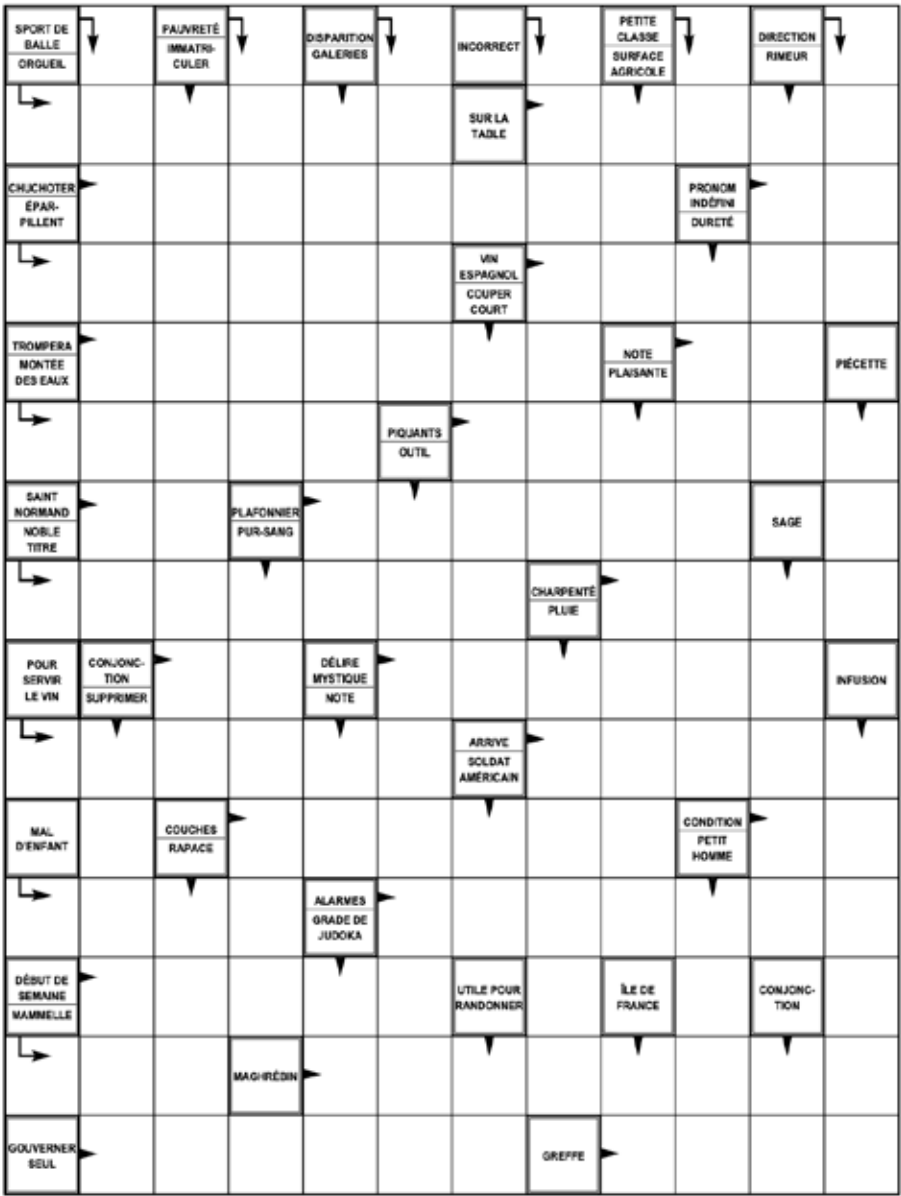
MOTS MÊLÉS

Le mot-mystère est : croquemitaine

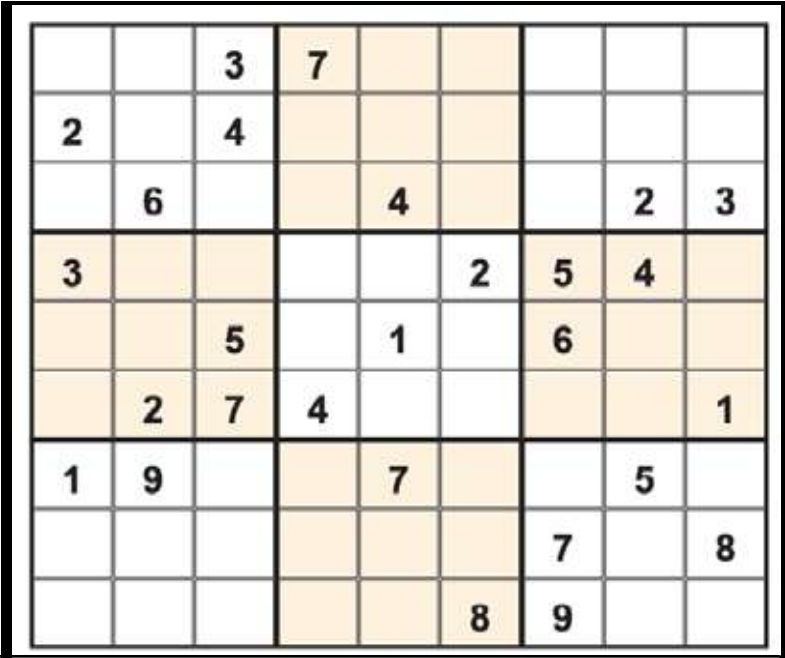
- AGENT  
ARDOISE  
BADIGEON  
BAMBOU  
BASALTE  
BETON  
BRIQUE  
BUCHE  
CALCAIRE  
CHEVRON  
CIMENT  
COLOMBAGE
- CORDEAU  
CREPIR  
DALLAGE  
DILUTION  
ENDUIT  
ETAGE  
GABARIT  
GAUCHE  
GRANIT  
GRAVIER  
HERISSON  
JOINT
- LEZARDE  
LINGE  
LINTEAU  
MACON  
MARBRE  
MICRON  
MOELLON  
MORTIER  
ORTIE  
PIERRE  
PLAFOND  
PLATRE
- POUTRE  
SABLE  
SOLIVE  
TAILLEUR  
TALOCHE  
TOQUE  
TORCHIS  
TRUELLE  
TUILE



LES MOTS FLÉCHÉS



SUDOKO



SOLUTION  
LES MOTS FLÉCHÉS



SUDOKO  
LES MOTS CROISÉS





# Hosni Kitouni raconte l'absence de son père pendant la guerre

Dans ce roman publié aux éditions Casbah, Hosni Kitouni retrace, à travers le regard de l'enfant qu'il fut, la douleur d'une famille confrontée à la disparition du père, monté au maquis durant la guerre de Libération nationale. Entre mémoire collective et intimité familiale, un témoignage poignant.



NASSIM TERKI

Ce que la mort m'a pris de toi, le dernier roman de Hosni Kitouni, plonge le lecteur dans une période de l'histoire algérienne profondément marquée par la guerre de Libération nationale. Au cœur de ce récit se joue la petite histoire d'une famille de Constantine, confrontée à un départ tragique : le père, Abdelmalek Kitouni, quitte ses proches pour rejoindre le maquis et n'en revient jamais. L'absence du père transforme la vie familiale en drame. La mère sombre dans la détresse, les enfants, et en particulier le plus jeune, vivent un traumatisme durable. Hosni Kitouni raconte avec émotion cette

séparation, mêlant souvenirs d'enfance et douleur intime. Les moments partagés avec son père (la rentrée scolaire, les jeux, les conversations) deviennent autant de repères que l'enfant conserve précieusement dans sa mémoire. C'est seulement à l'annonce du décès de son père, tombé en embuscade avec un ami, que l'enfant devenu adulte comprend pleinement l'ampleur de cette tragédie. Le récit le conduit jusqu'au cimetière des martyrs, où le benjamin, désormais adulte, se recueille et prend la mesure de l'affliction qui a marqué son enfance. Le roman dépasse le cadre familial pour résonner avec l'expérience de nombreux enfants algériens dont le père a disparu durant la guerre. Chacun a vécu cette absence à sa manière, entre incompréhension et douleur. Amin Khan,

écrivain et poète, souligne en quatrième de couverture la valeur exceptionnelle de ce témoignage : « D'une valeur exceptionnelle, cet ouvrage est le récit personnel, à subjectivité pleinement assumée, de l'expérience, à la jonction de l'historique et de l'intime d'un enfant de sept ans dont le père, Abdelmalek Kitouni, quitte sa famille de Constantine pour rejoindre le maquis ». Avec une écriture à la fois authentique et sensible, Hosni Kitouni restitue les souffrances de l'enfant et les bouleversements de la famille face à l'occupation coloniale. Ce roman intime, qui se lit d'une traite, touche profondément le lecteur, transmettant l'expérience d'une enfance marquée par l'absence et le deuil, et rappelant la mémoire vivante d'une période historique douloureuse.

## Khéfoufi le magicien à l'Express : « Faire vivre la magie »

Sur scène, Khéfoufi le magicien propose bien plus que de simples tours. À travers un mélange maîtrisé de magie et d'humour, il instaure une relation directe avec le public, privilégiant la proximité et le partage. Ancien comédien devenu enchanteur du quotidien, il s'inscrit dans une démarche artistique accessible et vivante. Inspiré par des figures comme Éric Antoine, il a su façonner un univers qui lui ressemble : simple, sincère et généreux. Rencontre avec un artiste qui transforme chaque représentation en moment de partage.

Entretien réalisé par Nassim Terki

**L'Express** - Qu'est-ce qui vous a donné envie de devenir magicien après avoir commencé comme comédien ?

**Khéfoufi** - C'est un magicien français qui s'appelle Éric Antoine. Je suis fan de lui. Je le regarde souvent à la télévision et aussi sur YouTube.

Comment décririez-vous le style qui vous distingue sur scène ?

Sur scène, je mélange la magie et l'humour. Je ne fais pas seulement des tours pour impressionner.

Je veux surtout créer un lien avec le public. Je parle avec les gens, je les fais participer, je les fais rire.

Je veux qu'ils vivent chaque moment avec moi. Ce qui me rend différent, c'est cette énergie simple et vivante.

La surprise et le rire viennent ensemble.

Quel rôle joue l'humour dans vos spectacles ?

L'humour est au centre de mes spectacles. Il m'aide à me rapprocher du public, à détendre l'atmosphère et à rendre chaque instant vivant. Avec lui, la magie devient encore plus forte.

Y a-t-il un moment ou une anecdote avec des enfants qui vous a particulièrement marqué ?

Oui, un moment m'a beaucoup touché. Pendant un spectacle, un enfant est monté sur scène pour m'aider dans un tour. À la fin, il m'a regardé avec de grands yeux émerveillés et a dit : « Moi aussi je veux devenir magicien ».

C'est ce genre de moment qui me montre pourquoi je fais ce métier. Quels projets ou rêves souhaitez-vous concrétiser dans les prochaines années ?

Mon objectif est de jouer à l'international, de participer à de grands festivals et de continuer à progresser dans mon art. Je veux offrir au public des spectacles uniques qui les fassent rire et rêver.

Je tiens à remercier le journal L'Express pour cet échange et pour m'avoir donné l'occasion de parler de ma passion.

N.T.



## Vacances de printemps

Le TNA mise sur un théâtre pour enfants ouvert et vivant

À l'occasion des vacances de printemps, le Théâtre national algérien Mahieddine Bachtarzi (TNA) met en place une série de spectacles à destination des enfants et des familles, sous l'égide du Ministère de la Culture et des Arts. Une initiative pensée comme un espace d'éveil, où le théâtre se présente à la fois comme un divertissement et un outil de transmission. Prévu du 28 mars au 4 avril 2026, ce programme s'inscrit dans une volonté d'ouvrir davantage le spectacle vivant aux jeunes publics. Le TNA y affirme une ligne claire : proposer des œuvres accessibles, sans renoncer à l'exigence artistique. L'objectif est de susciter la curiosité des enfants tout en installant, au sein des familles, une habitude de fréquentation du théâtre. La programmation rassemble des productions venues de plusieurs scènes régionales, mais aussi des créations portées par des associations culturelles issues de différentes wilayas. Une manière de refléter la vitalité du paysage théâtral national et de donner à voir des univers multiples. Parmi les spectacles à l'affiche figurent notamment Djawahir Ettadj du théâtre régional d'Annaba, Lahn el amal de l'association Thighri de Tizi Ouzou, Theldoun produit par le TNA, Kabl erihla de l'association Noudjoum el fen de Blida, ou encore Oued ezouhour de Djousour Masrah à Lakhdaria. S'ajoutent Edebour el khaïn de l'association Chababouna et Ameziane et le pirate du théâtre régional de Constantine. Les représentations sont programmées chaque jour à 14h00 à la salle Mustapha Kateb, avec une séance supplémentaire prévue le vendredi 3 avril à 16h00. Avec cette initiative, le TNA confirme son rôle de théâtre de proximité, attentif au jeune public et engagé dans la diffusion de la culture. La programmation vise à rendre le théâtre accessible et à en faire un espace de partage pour les familles.

## L'oud à l'honneur

Le Trio Joubran à l'Opéra d'Alger

Le 17 avril, l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh accueillera le Trio Joubran, formé des frères palestiniens Samir, Wissam et Adnan. Leur venue s'inscrit dans le cadre d'une programmation soutenue par la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, qui vise à promouvoir la musique arabe contemporaine et à valoriser des artistes d'excellence. Depuis plus de vingt ans, les frères Joubran travaillent à réinventer le rôle de l'oud, instrument emblématique de la tradition musicale orientale. Issus d'une famille de luthiers d'Al Naâssira, ils ont développé un répertoire unique en trio de ouds, offrant de nouvelles sonorités et un dialogue constant entre composition et improvisation. Leur musique mêle précision et liberté, chaque note et chaque silence participant à raconter une histoire, à créer une atmosphère particulière, capable de toucher autant l'intime que le collectif. La dimension poétique est au cœur de leur démarche. Le Trio Joubran a longtemps accompagné le poète Mahmoud Darwich sur scène, donnant naissance à des formes artistiques où musique et texte se répondent. Cette influence reste visible dans leurs compositions actuelles, qui abordent des thèmes comme l'exil, l'identité ou la mémoire, tout en restant accessibles et émouvants pour le public. Leur carrière internationale les a amenés sur de nombreuses scènes à travers le monde, mais chaque concert reste une rencontre particulière avec le public. À l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh, l'acoustique de la salle permettra d'apprécier toutes les nuances de leur jeu. Les spectateurs pourront se laisser porter par la virtuosité des trois musiciens, mais aussi par la sensibilité et la chaleur humaine qui se dégagent de leur interprétation.

Cette soirée s'annonce comme un moment rare, où l'oud cesse d'être un simple instrument pour devenir une voix capable de transmettre des émotions fortes.



# Trait d'esprit

“Il faut une infinie patience pour attendre toujours ce qui n'arrive jamais.”

Pierre Dac

## 15<sup>e</sup> édition du Festival international de musique symphonique Hommage à Noubli Fadel



de proue de l'art, de la musique et de la culture en Algérie et dans le monde arabe, Noubli Fadel s'est illustré par sa maîtrise du oud et par la composition de musiques pour des productions télévisuelles et cinématographiques algériennes,

Le 15e festival culturel international de musique symphonique se tiendra du 30 avril au 7 mai prochain à l'Opéra d'Alger Boualem Bessaih, avec la participation de la République tchèque en tant qu'invitée d'honneur, indique un communiqué des organisateurs de cette manifestation artistique. Placée sous le parrainage du ministère de la Culture et des Arts, cette édition sera dédiée à la mémoire du compositeur Noubli Fadel, décédé le 14 décembre dernier à l'âge de 74 ans, et verra la participation d'artistes et de troupes musicales de différents pays, outre la République tchèque, invitée d'honneur. Figure

tout en collaborant avec des artistes de renom algériens et arabes, à l'instar de Saloua, Fella Ababsa, le Libanais Wadih Al-Safi, la Syrienne Mayada El Hennawy ainsi que le Tunisien Lotfi Bouchnak. La 14e édition de ce festival s'était déroulée à l'Opéra d'Alger Boualem Bessaih du 17 au 23 avril 2025 avec la participation de 17 pays d'Europe, d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, tandis que le Venezuela y était l'invité d'honneur. Lancé en 2009, le Festival international de musique symphonique constitue une opportunité d'échange culturel, musical et artistique entre l'Algérie et les autres nations.

## Démantèlement d'un réseau de trafic de psychotropes à El Oued 180 000 capsules de prégabaline saisies



Les services de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) ont annoncé, hier, une opération significative contre le trafic de psychotropes dans la wilaya d'El Oued. Au cours de la semaine passée, la brigade de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants a réussi à démanteler un réseau criminel

organisé, spécialisé dans la commercialisation de substances psychotropes. Cette intervention a abouti à la saisie de 180 000 capsules de prégabaline, destinées à être écoulées sur le marché noir. L'opération a été initiée suite à des informations signalant qu'une habitation en construction servait de lieu de stockage pour ces produits illicites. Les forces de police ont effectué une perquisition qui a permis de mettre au jour cette marchandise prohibée. Deux individus liés à ce réseau ont été arrêtés et présentés devant le procureur de la République près le tribunal d'El Oued.

## Changement de type d'appartement Voici la procédure à suivre

Dans un communiqué diffusé hier, l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) a annoncé que les souscripteurs peuvent désormais introduire des recours concernant le type d'appartement, qu'il s'agisse d'un F3 ou d'un F4. Pour ce faire, il leur suffit de se rendre sur la plateforme en ligne [www.aadl.dz](http://www.aadl.dz) et de suivre les étapes ci-dessous :

- Se connecter à son compte

- Accéder à la rubrique « Autres options ».
- Cliquer sur l'option « Changer le type de logement ».
- Confirmer le souhait de changer de catégorie de logement en cliquant sur « Oui ».

De plus, afin de répondre à toutes les questions et préoccupations des souscripteurs, l'AADL a mis à disposition un numéro vert : 3040.

## Arrestation de trois individus et saisie de 2 279 comprimés de prégabaline à Béjaïa

Cette semaine, la police de la daïra d'El-Kseur, dans la wilaya de Béjaïa, a réussi à démanteler un réseau de malfaiteurs composé de trois individus spécialisés dans la vente de psychotropes. L'opération a été déclenchée suite à des informations précisant qu'un individu écoulait des psychotropes dans le secteur de Gazoun, au cœur de la ville. Après une enquête approfondie et des investigations sur le terrain, les forces de l'ordre ont interpellé le principal suspect, qui était en possession de quatre comprimés de prégabaline ainsi que d'une somme de 9 820 DA. Les recherches ont également permis

d'identifier ses fournisseurs, conduisant à leur arrestation grâce à un plan d'intervention minutieusement préparé. Lors de leur arrestation, les suspects ont été trouvés avec un sac contenant 2 279 comprimés de prégabaline, un grand couteau et une somme de 13 000 DA, correspondant aux bénéfices de leur activité illicite. Un dossier pénal a été ouvert à leur rencontre pour possession de psychotropes en vue de leur revente illégale. Trois d'entre eux ont été présentés devant la justice. Deux ont été placés sous mandat de dépôt, tandis que le troisième a été placé sous contrôle judiciaire.

### JOURNAL L'EXPRESS

Nouveau numéro de téléphone :



028 26 99 24

# L'EXPRESS

## NOUVELLE LIGNE FERROVIAIRE BÉCHAR-TINDOUF 6 000 voyageurs depuis son inauguration

Quelque 6 000 voyageurs ont effectué des trajets aller-retour à bord de la nouvelle ligne ferroviaire reliant Béchar à Tindouf depuis sa mise en service le 2 février dernier, a indiqué hier la direction locale de la gare de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF).

Parmi eux, 296 passagers ont emprunté cette liaison durant les trois jours de l'Aïd el-Fitr, a précisé le responsable de la même structure, Kamel Othmani. Des voitures voyageurs, y compris des wagons équipés de couchettes, sont mises à la disposition des usagers ayant opté pour ce mode de transport, dont la desserte est assurée quotidiennement par deux trains, a-t-il expliqué. Le nombre de voyageurs ayant choisi ce mode de transport ferroviaire pour les longues distances devrait connaître une hausse à l'avenir, notamment durant la prochaine saison estivale, a-t-il ajouté. Cette nouvelle ligne ferroviaire a permis le désenclavement de plusieurs localités situées sur son tracé, notamment Abadla et Hammaguir (wilaya de Béchar), Tabelbala (wilaya de Béni Abbès), ainsi qu'Oum El Assel et Tindouf. Elle contribue également à relier ces régions aux zones du nord du pays grâce à la liaison quotidienne Béchar-Sidi Bel-Abbès-Oran, selon des responsables de la direction régionale de la SNTF.

Cette ligne ferroviaire, également destinée au transport quotidien du minerai de fer en provenance du gisement de Gara Djebilet (Tindouf) vers les unités de trai-



tement situées dans la région d'Oran, a été inaugurée le 1<sup>er</sup> février 2026 par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. S'étendant sur un linéaire de

950 km, cette ligne comprend, en plus de la gare de Béchar, celles d'Abadla, Hammaguir, Oum El Assel et Tindouf, rappelle-t-on. ■

## Air Algérie prolonge la suspension de ses vols vers Amman, Dubaï, Beyrouth et Doha



Dans un communiqué publié hier, la compagnie nationale a annoncé que la suspension des liaisons aériennes vers ces quatre destinations du Moyen-Orient se poursuit jusqu'à nouvel ordre. « Nous nous excusons pour la gêne occasionnée par cette mesure, qui échappe à notre contrôle, et nous vous tiendrons informés dès que des évolutions permettront une reprise des vols », pré-

cise le texte. Cette décision, motivée par la situation sécuritaire tendue dans la région, n'est pas nouvelle. Air Algérie avait déjà suspendu ces vols depuis plusieurs semaines en raison des développements au Moyen-Orient et des restrictions d'espace aérien qui en découlent. La compagnie privilégie avant tout la sécurité de ses passagers et de ses équipages. Pour l'instant, aucune date de reprise n'a été communiquée. Les voyageurs concernés sont invités à contacter leur agence ou le site internet d'Air Algérie pour suivre les éventuelles mises à jour et envisager des solutions alternatives. Une nouvelle qui tombe mal pour de nombreux voyageurs qui utilisent régulièrement ces lignes pour raisons familiales, professionnelles ou touristiques. ■

## Tramway d'Alger Setram annonce de nouveaux horaires

La société chargée de l'exploitation et de la maintenance des lignes de tramway en Algérie, Setram, a annoncé de nouveaux horaires pour le tramway d'Alger, applicables depuis lundi 23 mars. Dans un communiqué, l'entreprise précise que le dernier départ depuis la station des Fusillés(Ruisseau) en direction de Dergana est fixé à 23h20. Dans l'autre sens, le dernier départ vers la station des Fusillés est programmé à 22h00. En ce qui concerne la direction de Ruisseau, le dernier départ est prévu à 22h20. Le service débute à 05h30 depuis les deux terminus, Dergana et la station des Fusillés. Concernant la fréquence des rames, le temps d'attente varie entre 5 et 10 minutes, selon les plages horaires.